
AUDITORS ANNUAL CARTOGRAPHY

MANUEL D'UTILISATION

26 JUIN 2025

Table des matières

Table des matières	2
Légende	2
Préambule	3
Introduction	3
1. Identification du déclarant	4
1.1 Identification	4
1.2 Personne de contact pour l'AAC	4
1.3 Appartenance à un réseau	4
1.4 Assurance en responsabilité civile professionnelle.....	5
1.5 Contrôle d'entités d'intérêt public (PIE's)	5
1.6 Facturation	6
1.7 Appartenance à l' <i>Institute for Tax advisors and Accountants</i> (ITAA)	6
2. Composition du déclarant	7
2.1 Personnel occupé	7
2.2 Liste des réviseurs d'entreprises personnes physiques liés au déclarant.....	8
2.2.1 Tableau 1 – Informations dont la base est extraite du registre public	8
2.2.2 Tableau 2 – Informations complémentaires ajoutées manuellement.....	9
3. Activités du déclarant.....	11
3.1 Missions révisorales et non révisorales	12
3.1.1 Missions révisorales	13
3.1.2 Missions non révisorales	16
3.2 Détail des missions de contrôle légal et contractuel des comptes	17
3.3 Détail des montants facturés à/par des réviseurs d'entreprises	31
3.3.1 Missions révisorales facturées par le déclarant à des réviseurs d'entreprises.....	31
3.3.2 Missions révisorales facturées par des réviseurs d'entreprises au déclarant	31
3.3.3 Missions non révisorales facturées par le déclarant à des réviseurs d'entreprises	32
3.3.4 Missions non révisorales facturées par des réviseurs d'entreprises au déclarant	32
3.4 Les autres missions révisorales exercées en vertu de la loi	33
3.4.1 Liste des clients concernés par d'autres missions révisorales exercées en vertu de la loi	33
3.4.2 Détail des autres missions révisorales exercées en vertu de la loi	34
3.5 Détail des missions d'assurance de l'information en matière de durabilité.....	40
4. Procédures judiciaires, disciplinaires et/ou administratives en cours	46
5. Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.....	47
Lexique	52

Légende

Les cases renseignées en gris dans le présent manuel contiennent soit des données qui sont téléchargées du registre public à la date du 31 décembre de l'année civile concernée, soit des données qui sont calculées automatiquement (somme, pourcentage, etc.). Elles ne peuvent pas être éditées dans l'application en ligne.

Les adaptations apportées au manuel d'utilisation en 2025 sont surlignées en jaune.

Préambule

En application de l'article 55 de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises, le *Belgian Audit Oversight Board*¹ (ci-après « BAOB ») a décidé de procéder à un exercice annuel de collecte d'informations, intitulé « *Auditors Annual Cartography* » (ci-après « AAC »).

Le BAOB utilise les informations collectées dans le cadre de l'exercice de ses missions de supervision publique.

Le BAOB met le présent manuel d'utilisation à la disposition des déclarants pour les aider à communiquer correctement, complètement et à temps leurs données dans l'AAC.

Le BAOB vous recommande de lire attentivement le présent manuel avant ou pendant que vous complétez la Survey CTRCSR dans l'application FiMiS. Vous saurez ainsi immédiatement quelles sont les questions auxquelles vous devez répondre. Si vous ne respectez pas les consignes du présent manuel, les règles de validation intégrées dans l'application FiMiS afficheront un message d'erreur au moment où vous sauvegarderez la Survey ou lorsque vous passerez d'une section à l'autre.

Pour certaines questions, des précisions sont fournies directement dans la Survey. Elles sont indiquées par le symbole « i » (tooltip). Pour rendre l'explication visible, maintenez votre curseur sur ce symbole.

Le BAOB a veillé à délimiter les concepts utilisés dans la Survey de façon aussi précise que possible. Si des questions relatives à l'AAC devaient néanmoins subsister, elles peuvent être adressées à l'adresse info@ctr-csr.be.

Introduction

L'AAC est divisée en cinq sections :

Section 1 : Identification du déclarant

Section 2 : Composition du déclarant

Section 3 : Activités du déclarant

Section 4 : Procédures judiciaires, disciplinaires et/ou administratives en cours

Section 5 : Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Chaque section peut être divisée en chapitres, eux-mêmes composés de questions ou de colonnes numérotées.

Pour chacune des sections 3, 4 et 5, il est possible pour le déclarant n'ayant pas d'information à communiquer pour chacune de ces sections, de cocher l'option « Nihil » disponible en haut des sections concernées. En cochant l'option « Nihil », le déclarant confirme qu'il n'a rien à déclarer pour l'ensemble des chapitres de la ou des sections concernées. Plus de détails à ce sujet sont repris sous les sections concernées du présent manuel.

¹ Le Collège de supervision des réviseurs d'entreprises (article 32 de la loi du 7 décembre 2016).

1. Identification du déclarant

1.1 Identification

Dénomination	1000	Texte
Numéro d'inscription IRE	1010	Texte
Adresse	1020	Texte
Tél.	1030	Texte

Ces données sont téléchargées du registre public. Elles ne peuvent pas être éditées.

1.2 Personne de contact pour l'AAC

Nom	1040	Texte
Tél.	1050	Texte
E-Mail	1060	Texte

La personne à contacter en cas de questions relatives à l'AAC est la personne renseignée au registre public comme étant la « personne de contact principale » du cabinet de révision.

Ces données sont téléchargées du registre public. Elles ne peuvent pas être éditées.

1.3 Appartenance à un réseau

Réseau	1080
Nom du réseau 010	Est-ce que tous les réviseurs membres du réseau partagent des politiques et des procédures communes en matière de contrôle de qualité ? 020
Texte	Oui/Non
Texte	Oui/Non

Les données indiquées dans la colonne **010** sont téléchargées du registre public à la date du 31 décembre de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations. Elles ne peuvent pas être éditées.

Si le déclarant appartient (ou appartenait à la date susvisée du 31 décembre) à un réseau inscrit au registre public, le déclarant doit indiquer dans la colonne **020** si tous les réviseurs d'entreprises membres du réseau partagent des politiques et des procédures communes en matière de contrôle de qualité.

Si le déclarant appartient à plusieurs réseaux inscrits au registre public, il doit répondre à la question **1080** pour chaque réseau.

1.4 Assurance en responsabilité civile professionnelle

Est-ce que le déclarant a souscrit une assurance en responsabilité civile répondant aux exigences de l'article 24, §§ 2 et 3 de la loi du 7 décembre 2016 ?	1100	Oui/Non
---	-------------	---------

Le déclarant doit indiquer s'il fait couvrir sa responsabilité civile professionnelle par un contrat d'assurance adéquat répondant aux exigences suivantes:

- 1° une couverture de minimum trois millions d'euros par année; ce montant est porté à douze millions d'euros pour les missions exercées auprès des entités d'intérêt public (PIE's) ;
- 2° la police couvre au minimum toutes les missions réservées par ou en vertu de la loi aux réviseurs d'entreprises (article 24, § 2 de la loi du 7 décembre 2016).

1.5 Contrôle d'entités d'intérêt public (PIE's)

Est-ce que le déclarant contrôle des PIE en son nom et pour son propre compte ?	1110	Oui/Non
---	-------------	---------

Le déclarant doit indiquer s'il a contrôlé une ou plusieurs PIE's au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations.

Si le déclarant est un réviseur d'entreprises personne physique ou un cabinet de révision qui exerce une activité en son nom et pour son propre compte auprès d'une ou plusieurs PIE's, il doit répondre positivement à la question **1110**. Dans ce cas, le déclarant doit renseigner la ou les PIE's concernée(s) sous le chapitre 3.2 « Détail des missions de contrôle légal et contractuel des comptes » (questions **3200** et **3210**).

Exemple : Le cabinet de révision B1 est nommé commissaire au sein d'une PIE. Il est représenté par un réviseur d'entreprises personne physique (le représentant permanent du cabinet de révision B1). Le cabinet de révision B1, qui a facturé des prestations au client (et exerce dès lors une activité en son nom et pour son propre compte), doit renseigner qu'il contrôle des PIE's sous la question **1110** de sa cartographie.²

² Le réviseur d'entreprises personne physique (représentant permanent du cabinet de révision B1) ne doit pas déclarer qu'il contrôle des PIE's dans sa cartographie personnelle. Cette information sera communiquée par le cabinet de révision B1 sous le chapitre 2.2 de sa cartographie (questions 2200 et 2210).

1.6 Facturation

Est-ce que le déclarant est un cabinet de révision qui facture des montants à des réviseurs d'entreprises personnes physiques ou morales ?	1120	Oui/Non
--	-------------	---------

Le déclarant doit indiquer s'il est un cabinet de révision qui facture des montants à des réviseurs d'entreprises personnes physiques ou morales.

Si c'est le cas, le déclarant doit renseigner les montants qu'il a facturés à des réviseurs d'entreprises sous le chapitre 3.1 « Missions révisorales et non révisorales » (questions **3030**, **3031**, **3100** et/ou **3101**) et le détail de ces montants sous le chapitre 3.3 « Détail des montants facturés à/par des réviseurs d'entreprises » (questions **3300** et/ou **3340**).

1.7 Appartenance à l'Institute for Tax advisors and Accountants (ITAA)

Est-ce que le déclarant est inscrit auprès de l'ITAA ? Si oui, en quelle qualité ?	1130	VALLIST
--	-------------	---------

Le déclarant doit indiquer s'il est inscrit à l'ITAA et, le cas échéant, en quelle qualité.

Le déclarant doit choisir l'une des valeurs suivantes :

Valeurs	CODE_VALLIST
Pas membre de l'ITAA	NoITAA
Expert-comptable certifié	CertAcc
Conseiller fiscal certifié	CertAdv
Expert-comptable	Acc
Expert-comptable fiscaliste	FiscAcc

2. Composition du déclarant

La deuxième section a trait à la composition du déclarant au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations. Elle contient les deux chapitres suivants :

- le personnel occupé et
- la liste des réviseurs d'entreprises personnes physiques liés au déclarant.

2.1 Personnel occupé

		Total en ETP 010	Personnel à temps plein 020	Personnel à temps partiel 030	Total col 020 + 030 040
1. Réviseurs d'entreprises avec pouvoir de signature	2000	Nombre	Nombre entier	Nombre entier	Somme
2. Autres réviseurs d'entreprises	2010	Nombre	Nombre entier	Nombre entier	Somme
3. Stagiaires IRE	2020	Nombre	Nombre entier	Nombre entier	Somme
4. Collaborateurs experts	2030	Somme	Somme	Somme	Somme
4.1. Missions révisorales	2040	Nombre	Nombre entier	Nombre entier	Somme
4.2. Autres	2050	Nombre	Nombre entier	Nombre entier	Somme
Sous-total	2060	Somme	Somme	Somme	Somme
5. Collaborateurs administratifs	2070	Nombre	Nombre entier	Nombre entier	Somme
Total	2080	Somme	Somme	Somme	Somme

Le BAOB souhaite obtenir un aperçu du nombre de personnes physiques actives au sein du cabinet de révision, quelles que soient les structures et les modalités juridiques qui sont utilisées pour exercer la profession. Le déclarant doit donc renseigner le nombre de personnes physiques actives au sein du cabinet de révision au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations.

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **010**, le nombre total de personnes en équivalents temps plein (ETP) suivant la méthode utilisée pour établir un bilan social (par exemple 2,3 ETP). Il doit indiquer dans la colonne **020**, le nombre de personnes actives occupées à temps plein et dans la colonne **030**, le nombre de personnes actives occupées à temps partiel. Seuls des nombres entiers peuvent être complétés dans les colonnes **020** et **030**.

Le personnel doit être ventilé en cinq catégories. Les quatre premières catégories forment le « personnel professionnel » et la dernière catégorie, le « personnel administratif ».

La quatrième catégorie « collaborateurs experts » vise les collaborateurs, sous statut d'employé ou d'indépendant, non-réviseurs d'entreprises, travaillant à temps plein ou à temps partiel pour le cabinet de révision (experts-comptables, fiscalistes, comptables, informaticiens, juristes, actuaires, consultants, etc.). Les activités visées dans cette catégorie doivent être ventilées en deux catégories :

les activités liées à des missions révisorales (question **2040**) et les autres activités exercées par les collaborateurs experts (question **2050**).

La cinquième catégorie « collaborateurs administratifs » vise les collaborateurs, sous statut d'employé ou d'indépendant, qui remplissent à temps plein ou à temps partiel une fonction purement administrative (comptabilité du cabinet, accueil, secrétariat, office management, etc.).

Les sommes renseignées aux questions **2030**, **2060** et **2080** sont calculées automatiquement.

2.2 Liste des réviseurs d'entreprises personnes physiques liés au déclarant

Le BAOB souhaite obtenir un aperçu des réviseurs d'entreprises personnes physiques liés au déclarant au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations, que ce lien existe encore ou non au moment de l'introduction des données.

Ce chapitre contient deux tableaux distincts :

Tableau 1 – Informations dont la base est extraite du registre public

Tableau 2 – Informations complémentaires ajoutées manuellement

2.2.1 Tableau 1 – Informations dont la base est extraite du registre public

Tableau 1 – Informations dont la base est extraite du registre public		2200
Numéro d'inscription IRE (Numéro A)	010	Texte
Nom	020	Texte
Statut	030	Texte
Rôle linguistique	040	Texte
Est-ce que le réviseur exerce des missions de contrôle légal des comptes au nom et pour le compte du déclarant ?	070	Oui/Non
Est-ce que le réviseur contrôle des PIE au nom du et pour le compte du déclarant ?	080	Oui/Non
Est-ce que le réviseur exerce d'autres missions révisorales en vertu de la loi au nom et pour le compte du déclarant ?	090	Oui/Non

Le tableau 1 (question **2200**) contient des données dont la base est extraite du registre public au moment où l'AAC est initialisée par le BAOB, à savoir le 31 décembre de l'année civile faisant l'objet de la collecte d'informations. Ces données sont le nom et le numéro d'inscription du réviseur d'entreprises personne physique (colonnes **010** et **020**), son statut principal (colonne **030**) et son rôle linguistique (colonne **040**). Elles ne peuvent pas être éditées.

Un seul statut est renseigné par réviseur d'entreprises en suivant l'ordre de priorité suivant : associé, actionnaire, administrateur, détenteur de pouvoir de signature, employé ou collaborateur indépendamment lié au cabinet de révision.

Le déclarant doit indiquer pour chaque réviseur d'entreprises personne physique repris dans le tableau 1, s'il a exercé des missions de contrôle légal des comptes (colonne **070**), s'il a contrôlé des PIE's

(colonne **080**) et s'il a exercé d'autres missions révisorales en vertu de la loi (colonne **090**) au nom et pour le compte du déclarant³.

2.2.2 Tableau 2 – Informations complémentaires ajoutées manuellement

Tableau 2 – Informations complémentaires ajoutées manuellement		2210
Numéro d'inscription IRE (Numéro A)	010	VALLIST
Nom	020	-
Statut	030	VALLIST
Rôle linguistique	040	VALLIST
Le cas échéant, date de sortie du cabinet	050	Date
Est-ce que le réviseur exerce des missions de contrôle légal des comptes au nom et pour le compte du déclarant ?	070	Oui/Non
Est-ce que le réviseur contrôle des PIE au nom et pour le compte du déclarant ?	080	Oui/Non
Est-ce que le réviseur exerce d'autres missions révisorales en vertu de la loi au nom et pour le compte du déclarant ?	090	Oui/Non

Si un réviseur d'entreprises a quitté le déclarant au cours de l'année civile faisant l'objet de la collecte d'informations, il n'apparaît pas automatiquement dans le tableau 1. Il appartient alors au déclarant de l'ajouter manuellement dans le tableau 2 (question **2210**).

Le déclarant doit indiquer le nom et le numéro d'inscription du réviseur d'entreprises personne physique (colonnes **010** et **020**) via l'écran pop-up de recherche.

Ecran de recherche Réviseur d'entreprises

Filter

Code IRE

Name

SEARCH

Results

Code

Name

³ Un réviseur d'entreprises personne physique exerce une mission au nom et pour le compte du déclarant, lorsqu'un client confie une mission de contrôle au déclarant et que le réviseur personne physique signe le rapport de contrôle en tant que représentant permanent du déclarant.

Le déclarant doit indiquer le statut principal du réviseur d'entreprises personne physique (colonne **030**). Il doit choisir l'une des valeurs suivantes :

Valeurs	CODE_VALLIST
Associé	Partner
Actionnaire	Shareholder
Administrateur	Director
Détenteur de pouvoir de signature	SigningAuthority
Employé	Employee
Collaborateur indépendamment lié	IndepRelEmployee

Le déclarant ne peut renseigner qu'un seul statut par réviseur d'entreprises. Il doit respecter l'ordre de priorité suivant : associé, actionnaire, administrateur, détenteur de pouvoir de signature, employé ou collaborateur indépendamment lié au cabinet de révision.

Le déclarant doit indiquer le rôle linguistique du réviseur d'entreprises personne physique (colonne **040**). Il doit choisir l'une des valeurs suivantes :

Valeurs	CODE_VALLIST
Français	FR
Néerlandais	NL

Le déclarant doit en outre préciser la date de sortie du cabinet du réviseur d'entreprises (colonne **050**) en respectant le format suivant : yyyy-mm-dd.

Enfin, le déclarant doit indiquer pour chaque réviseur d'entreprises personne physique repris dans le tableau 2, s'il a exercé des missions de contrôle légal des comptes (colonne **070**), s'il a contrôlé des PIE's (colonne **080**) et s'il a exercé d'autres missions révisorales en vertu de la loi (colonne **090**) au nom et pour le compte du déclarant⁴.

⁴ Un réviseur d'entreprises personne physique exerce une mission au nom et pour le compte du déclarant, lorsqu'un client confie une mission de contrôle au déclarant et que le réviseur personne physique signe le rapport de contrôle en tant que représentant permanent du déclarant.

3. Activités du déclarant

La troisième section a trait aux activités du déclarant au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations. Elle contient les **cinq** chapitres suivants :

- les missions révisorales et non révisorales,
- le détail des missions de contrôle légal et contractuel des comptes ;
- le détail des montants facturés à/par des réviseurs d'entreprises ;
- le détail des autres missions révisorales exercées en vertu de la loi ;
- **le détail des missions d'assurance de l'information en matière de durabilité.**

Il est possible pour le déclarant n'ayant pas d'information à communiquer de cocher l'option « Nihil » disponible en haut de la section. En cochant l'option « Nihil », le déclarant confirme qu'il n'a rien à déclarer pour l'ensemble des chapitres de la section.

En ce qui concerne la section 3, l'option « Nihil » ne pourra être utile que pour les réviseurs d'entreprises personnes physiques et les cabinets de révision n'ayant eu aucune activité professionnelle, ni en nom propre et pour leur propre compte, ni pour le compte d'un autre réviseur d'entreprises personne physique ou morale, au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations.

Pour rappel, si le déclarant est un cabinet de révision qui a facturé des montants à des réviseurs d'entreprises personnes physiques ou morales au cours de l'année civile concernée (question **1120**), il doit renseigner les montants qu'il a facturés à ces réviseurs d'entreprises sous le chapitre 3.1 « Missions révisorales et non révisorales » (questions **3030**, **3031**, **3100** et/ou **3101**) et le détail de ces montants sous le chapitre 3.3 « Détail des montants facturés à/par des réviseurs d'entreprises » (questions **3300** et/ou **3340**).

3.1 Missions révisorales et non révisorales

Le BAOB souhaite obtenir une répartition des montants facturés et du nombre d'heures prestées par le déclarant entre les missions révisorales et les missions non révisorales au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations.

3.1.1. MISSIONS REVISORALES		Facturation (EUR) 010	% 020	Heures 030	% 040
Missions de contrôle légal et contractuel des comptes	3000	Montant	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Missions d'assurance de l'information en matière de durabilité	3005	Montant	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Autres missions révisorales exercées en vertu de la loi	3010	Montant	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Pourcentage 3010 / (3000 + 3005 + 3010 + 3020)	3013	-	Pourcentage	-	Pourcentage
Autres missions révisorales relatives à l'information financière	3020	Montant	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Missions révisorales facturées à des réviseurs d'entreprises hors du réseau	3030	Montant	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Missions révisorales facturées à des réviseurs d'entreprises au sein du réseau	3031	Montant	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Sous-total	3040	Somme	Pourcentage	Somme	Pourcentage
3.1.2. MISSIONS NON REVISORALES					
Missions comptables	3070	Montant	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Missions fiscales	3080	Montant	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Autres missions non révisorales	3090	Montant	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Missions non révisorales facturées à des réviseurs d'entreprises hors du réseau	3100	Montant	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Missions non révisorales facturées à des réviseurs d'entreprises au sein du réseau	3101	Montant	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Sous-total	3050	Somme	Pourcentage	Somme	Pourcentage
Total général	3060	Somme	Pourcentage	Somme	Pourcentage

3.1.1 Missions révisorales

Les missions révisorales sont définies à l'article 3, 10° de la loi du 7 décembre 2016. Elles doivent être ventilées en **six** catégories.

Question 3000 : Missions de contrôle légal et contractuel des comptes

Il s'agit des missions de contrôle légal des comptes, en ce compris toutes les missions qui se situent dans le prolongement naturel de la mission du commissaire.

Sont notamment concernées, de manière non exhaustive : la mission de certification exercée auprès du conseil d'entreprise (en qualité de commissaire), le contrôle de la conformité du rapport annuel avec le format électronique unique européen (ESEF), la mission du commissaire prévue par les articles 5:142 et 6:115 du CSA (test d'actif net), la mission du commissaire prévue par les articles 5:143 et 6:116 du CSA (test de liquidité), l'examen limité d'informations financières intermédiaires (ISRE 2410) (en qualité de commissaire), la mission du commissaire prévue par l'article 7:213 du CSA (distribution d'un acompte sur dividendes), la mission du commissaire prévue par l'article 7:97 du CSA (conflit d'intérêts), les audits d'états financiers établis conformément à des référentiels à caractère spécifique (ISA 800) (en qualité de commissaire), les audits d'un état financier pris isolément, et d'éléments, de comptes ou de rubriques spécifiques d'un état financier (ISA 805) (en qualité de commissaire), les missions ayant pour but d'émettre un rapport sur des états financiers résumés (ISA 810), l'audit d'une liasse de consolidation, l'émission d'une lettre de confort, l'émission d'un rapport dans le cadre d'un prospectus, l'audit des informations comptables d'une succursale établie en Belgique et les missions de collaboration des commissaires agréés au contrôle d'une autorité de contrôle telle que la BNB, la FSMA, etc.

Il s'agit également des missions de contrôle contractuel des comptes qui peuvent être exécutées lorsqu'il n'existe pas d'obligation légale de nommer un commissaire.

Certaines missions peuvent parfois relever de plusieurs catégories en raison de leur nature ; c'est le cas par exemple des missions de procédures convenues (*agreed upon procedures*). Si une mission de procédures convenues est exercée dans le prolongement d'une mission de contrôle des comptes, le déclarant peut la reprendre sous la présente catégorie A.

Le détail de ces prestations doit être renseigné sous le chapitre 3.2 « Détail des missions de contrôle légal et contractuel des comptes » (questions **3200** et **3210**).

Question 3005 : Missions d'assurance de l'information en matière de durabilité

Il s'agit des missions d'assurance de l'information (consolidée) en matière de durabilité visées à l'article 3:55, alinéas 2 et 3 du CSA.

Le détail de ces prestations doit être renseigné sous le chapitre 3.5 « Détail des missions d'assurance de l'information en matière de durabilité » (questions **3500** et **3510**).

Question 3010 : Autres missions révisorales exercées en vertu de la loi

Il s'agit des autres missions d'assurance raisonnable ou limitée qui peuvent être exécutées par un réviseur d'entreprises par ou en vertu de la loi. Ces missions peuvent être exclusivement réservées aux réviseurs d'entreprises ou être partagées avec d'autres professionnels.

Sont notamment concernées, de manière non exhaustive : la mission de certification exercée auprès du conseil d'entreprise (en qualité de réviseur d'entreprises) et les missions ponctuelles prévues par le CSA (apport en nature, quasi-apport, transformation d'une société, opérations de fusion et de scission, dissolution et liquidation d'une société, distribution d'un acompte sur dividendes, modification des droits attachés à des classes d'actions ou de parts bénéficiaires, émission d'actions en dessous ou au-dessus du pair comptable, ou au pair comptable des actions existantes de la même catégorie, avec ou sans prime d'émission, apports supplémentaires et émission de nouvelles actions, d'obligations convertibles ou de droits de souscription, limitation ou suppression du droit de préférence, conflit d'intérêts, test d'actif net, test de liquidité).

Sont également concernées, de manière non exhaustive, les missions d'expertise judiciaire dans le domaine des missions révisorales et de la comptabilité des entreprises, la liquidation judiciaire, le curateur, les contrôles des secrétariats sociaux, le contrôle de la comptabilité des partis politiques, le contrôle des sociétés de gestion des droits d'auteur, le contrôle des demandes de reconnaissance d'entrepreneur, le contrôle des organisations de développement non gouvernementales, le contrôle des laboratoires (médicaux), le contrôle des fonds de Sécurité d'Existence et le contrôle des options sur actions (*stock option*).

Si le pourcentage calculé à la question 3013, colonne 020 est supérieur ou égal à 25%, le déclarant doit compléter le détail de ces prestations sous les chapitres 3.4.1 « Clients concernés par d'autres missions révisorales exercées en vertu de la loi » et 3.4.2 « Détail des autres missions révisorales exercées en vertu de la loi » (questions 3400 et 3410). Si le pourcentage précité est inférieur à 25%, le déclarant a la possibilité de compléter les chapitres 3.4.1 et 3.4.2 de l'AAC.

Question 3020 : Autres missions révisorales relatives à l'information financière

Il s'agit des missions contractuelles d'assurance raisonnable ou limitée, qui sont basées sur un dossier de contrôle et qui ne peuvent pas être renseignées sous les questions 3000 « Missions de contrôle légal et contractuel des comptes », 3005 « Missions d'assurance de l'information en matière de durabilité » ou 3010 « Autres missions révisorales exercées en vertu de la loi ».

Sont notamment concernées, de manière non exhaustive, les audits d'états financiers établis conformément à des référentiels à caractère spécifique (ISA 800) (en qualité de réviseur d'entreprises), les audits d'un état financier pris isolément, et d'éléments, de comptes ou de rubriques spécifiques d'un état financier (ISA 805) (en qualité de réviseur d'entreprises), les missions d'assurance autres que les audits et examens limités d'informations financières historiques (ISAE 3000), l'examen d'informations financières prévisionnelles (ISAE 3400), et les autres missions spécifiques exercées en qualité de réviseur d'entreprises (notamment ISRE 2400 (Révisée) « Missions d'examen limité d'états financiers historiques », ISAE 3402 « Assurance Report on Controls at a Service Organization » et ISAE

3420 « Assurance Engagements to Report on the Compilation of Pro Forma Financial Information Included in a Prospectus »⁵).

Question 3030 : Missions révisorales facturées à des réviseurs d'entreprises hors du réseau

Il s'agit des montants relatifs à des missions révisorales facturés à des réviseurs d'entreprises personnes physiques ou morales, avec lesquels le déclarant ne forme pas un réseau.

Le détail des montants facturés par le déclarant (question 3030) doit être renseigné sous la rubrique 3.3.1 « Missions révisorales facturées par le déclarant à des réviseurs d'entreprises » (question 3300).

Question 3031 : Missions révisorales facturées à des réviseurs d'entreprises au sein du réseau

Il s'agit des montants relatifs à des missions révisorales facturés à des réviseurs d'entreprises personnes physiques ou morales, avec lesquels le déclarant forme un réseau. Pour les besoins de cette question de l'AAC, les sociétés et les personnes liées, les sociétés associées ainsi que les sociétés avec lesquelles il existe un lien de participation au sens du CSA sont considérées comme faisant partie du réseau du déclarant.

Le rôle des réviseurs d'entreprises au sein d'un cabinet de révision peut être plus large que la pure exécution de missions révisorales et/ou non révisorale. La notion de « missions révisorales ou non révisorales facturées à des réviseurs d'entreprises » vise dès lors l'ensemble des montants facturés par le cabinet de révision qui touchent directement ou indirectement aux missions révisorales ou non révisorales (aussi par exemple : prestations de management, responsabilités supplémentaires au sein du cabinet, fonctions de représentation, networking, bonus, etc.).

Si votre organisation interne actuelle ne vous permet pas de disposer d'une information précise concernant ces prestations (et que vous ne pouvez donc pas établir de ventilation individuelle entre la facturation liée aux missions révisorales et celle liée aux missions non révisorales), vous pouvez, soit procéder à une ventilation générique⁶ en bon père de famille, selon votre meilleure estimation, soit estimer que 100% des prestations sont liées aux missions révisorales.

Si le nombre exact d'heures n'est pas disponible, une estimation raisonnable suffit.

Le détail des montants facturés par le déclarant (question 3031) doit être renseigné sous la rubrique 3.3.1 « Missions révisorales facturées par le déclarant à des réviseurs d'entreprises » (question 3300).

⁵ Les normes ISRE 2400 (Révisée), ISAE 3402 et ISAE 3420 ne sont pas d'application en Belgique mais sont déjà couramment utilisées comme cadre de référence.

⁶ Une telle ventilation générique sera appliquée de manière constante pour l'ensemble des cabinets de révision qui facturent à un même cabinet de révision et documentée en interne.

3.1.2 Missions non révisorales

Les missions non révisorales doivent être ventilées en cinq catégories.

Question 3070 : Missions comptables

Il s'agit de toutes les missions liées à la comptabilité d'une entité. Par exemple, l'organisation et la tenue de la comptabilité de tiers, la préparation de registres comptables et d'états financiers ou la vérification et le redressement de documents comptables.

Question 3080 : Missions fiscales

Il s'agit de toutes les missions visant à rendre des services fiscaux. Les services fiscaux peuvent notamment porter sur l'établissement des déclarations fiscales, l'impôt sur les salaires, les droits de douane, l'identification de subventions publiques et d'incitations fiscales, l'assistance d'une société lors de contrôles fiscaux menés par les autorités fiscales, le calcul de l'impôt direct et indirect ainsi que de l'impôt différé ou la fourniture de conseils fiscaux.

Question 3090 : Autres missions non révisorales

Il s'agit des missions dans lesquelles aucune assurance n'est fournie par le réviseur d'entreprises.

Sont notamment concernées, de manière non exhaustive, les missions de conseil, les expertises (judiciaires ou autres), les arbitrages, les évaluations d'entreprises, les missions de procédures convenues (ISRS 4400 (Révisée)), les missions de compilation (ISRS 4410 (Révisée))⁷ et les *due diligences*.

Question 3100 : Missions non révisorales facturées à des réviseurs d'entreprises hors du réseau

Il s'agit des montants relatifs à des missions non révisorales facturés à des réviseurs d'entreprises personnes physiques ou morales, avec lesquels le déclarant ne forme pas un réseau.

Le détail des montants facturés par le déclarant (question **3100**) doit être renseigné sous la rubrique 3.3.3 « Missions non révisorales facturées par le déclarant à des réviseurs d'entreprises » (question **3340**).

Question 3101 : Missions non révisorales facturées à des réviseurs d'entreprises au sein du réseau

Il s'agit des montants relatifs à des missions non révisorales facturés à des réviseurs d'entreprises personnes physiques ou morales, avec lesquels le déclarant forme un réseau. Pour les besoins de cette question de l'AAC, les sociétés et les personnes liées, les sociétés associées ainsi que les sociétés avec

⁷ Les normes ISRS 4400 (Révisée) et ISRS 4410 (Révisée) ne sont pas d'application en Belgique mais sont déjà couramment utilisées comme cadre de référence.

lesquelles il existe un lien de participation au sens du CSA sont considérées comme faisant partie du réseau du déclarant.

Le rôle des réviseurs d'entreprises au sein d'un cabinet de révision peut être plus large que la pure exécution de missions révisorales et/ou non révisorale. La notion de « missions révisorales ou non révisorales facturées à des réviseurs d'entreprises » vise dès lors l'ensemble des montants facturés par le cabinet de révision qui touchent directement ou indirectement aux missions révisorales ou non révisorales (aussi par exemple : prestations de management, responsabilités supplémentaires au sein du cabinet, fonctions de représentation, networking, bonus, etc.).

Si votre organisation interne actuelle ne vous permet pas de disposer d'une information précise concernant ces prestations (et que vous ne pouvez donc pas établir de ventilation individuelle entre la facturation liée aux missions révisorales et celle liée aux missions non révisorales), vous pouvez, soit procéder à une ventilation générique⁸ en bon père de famille, selon votre meilleure estimation, soit estimer que 100% des prestations sont liées aux missions révisorales.

Si le nombre exact d'heures n'est pas disponible, une estimation raisonnable suffit.

Le détail des montants facturés par le déclarant (question **3101**) doit être renseigné sous la rubrique 3.3.3 « Missions non révisorales facturées par le déclarant à des réviseurs d'entreprises » (question **3340**).

3.2 Détail des missions de contrôle légal et contractuel des comptes

Le BAOB souhaite obtenir le détail des missions de contrôle légal et contractuel des comptes au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations, que la mission soit encore active ou non au moment de l'introduction des données.

Ce chapitre contient deux tableaux distincts :

Tableau 1 : Clients inscrits à la Banque-Carrefour des Entreprises

Tableau 2 : Clients non-inscrits à la Banque-Carrefour des Entreprises

Tableau 1 : Clients inscrits à la Banque-Carrefour des entreprises			3200
Numéro d'entreprise	010	VALLIST	
Nom du client	020	-	
Tableau 2 : Clients non-inscrits à la Banque-Carrefour des entreprises			3210
Nom du client	020	Texte	

⁸ Une telle ventilation générique sera appliquée de manière constante pour l'ensemble des cabinets de révision qui facturent à un même cabinet de révision et documentée en interne.

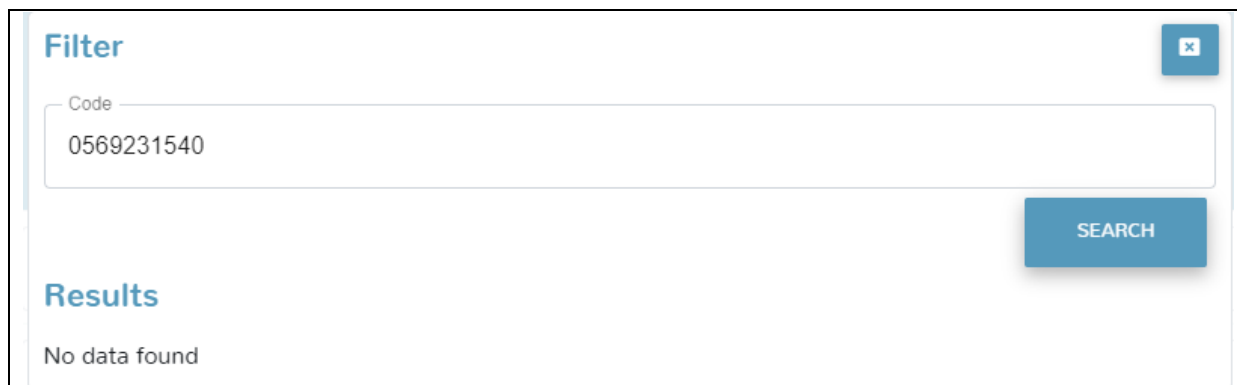
Tableaux 1 et 2 : Clients (non-)inscrits à la Banque-Carrefour des entreprises			3200 3210
Nom du groupe (conformément à l'article 1:20 du CSA)	030	Texte	
Est-ce que la mission est active au 31/12 ?	040	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.
Nombre d'exercices consécutifs contrôlés par le déclarant depuis sa première nomination	041	Nombre entier	Ce champ est obligatoire.
Est-ce que la mission a été obtenue dans le cadre d'un marché public ?	042	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.
Type de client	050	VALLIST	Ce champ est obligatoire.
Secteur dans lequel se déroule l'activité principale du client	051	VALLIST	Ce champ est obligatoire.
Est-ce que le client a un conseil d'entreprise ?	060	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.
Est-ce que le client a un comité d'audit ?	061	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.
Est-ce que la mission comprend le contrôle des comptes consolidés ?	070	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.
Est-ce que le client est une PIE ?	080	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.
ONLY FOR PIE : Est-ce une PIE qui dépasse, sur base individuelle, plus d'un des critères mentionnés à l'article 1:26, § 1er du CSA ?	090	Oui/Non	Ce champ est obligatoire si la réponse est "Oui" dans la colonne 080.
Numéro d'inscription du représentant permanent (Numéro A)	101	VALLIST	Ce champ est obligatoire.
Nom du représentant permanent	100	-	
Numéro d'inscription du second représentant permanent (Numéro A)	111	VALLIST	
Nom du second représentant permanent	110	-	
Numéro d'inscription de l'autre membre du collège de commissaires (Numéro A)	121	VALLIST	
Nom de l'autre membre du collège de commissaires	120	-	
Est-ce que la mission est exercée en collège avec la Cour des comptes ?	122	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.
Honoraires approuvés par l'assemblée générale	130	Montant	Ce champ est obligatoire.
Facturation totale au 31/12 relative à la mission	140	Montant	Ce champ est obligatoire.
ONLY FOR PIE: Pourcentage relatif à l'application de la règle des 70% telle que définie par l'article 3:64, §§ 1 et 5 du CSA	150	Pourcentage	
Pourcentage relatif à l'application de la règle one to one telle que définie par l'article 3:64, §§ 3 et 5 du CSA	160	Pourcentage	

Est-ce que des services non-audit ont été prestés par le réseau du commissaire ?	170	Oui/Non	Ce champ est obligatoire si le déclarant fait partie d'un réseau.
Est-ce que des services non-audit ont été prestés par le commissaire ?	171	Oui/Non	Ce champ est obligatoire si la réponse est "Oui" sous la question 070 ou 080.
Date de clôture de l'exercice social du client	179	Date (yyyy-mm-dd)	Ce champ est obligatoire.
Personnel occupé en moyenne annuelle (ETP)	180	Nombre	Ce champ est obligatoire.
Chiffre d'affaires annuel, hors TVA (statutaire)	190	Montant	Ce champ est obligatoire.
Total du bilan (statutaire)	200	Montant	Ce champ est obligatoire.
Fonds propres (statutaires)	201	Montant	Ce champ est obligatoire.
Résultat de l'exercice après impôts (statutaire)	202	Montant	Ce champ est obligatoire.
Quel type d'opinion est émise dans le rapport d'audit ?	220	VALLIST	Ce champ est obligatoire.
Y a-t-il un paragraphe d'observation dans le rapport d'audit ?	221	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.
Y a-t-il un paragraphe relatif à d'autres points dans le rapport d'audit ?	222	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.
Y a-t-il un paragraphe « Incertitude significative relative à la continuité d'exploitation » dans le rapport d'audit ?	223	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.
Nombre total d'heures consacrées à la mission de contrôle	230	Nombre	Ce champ est obligatoire.
Est-ce qu'une autre mission révisoriale a été exercée en vertu de la loi pour ce client ?	240	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.

Numéro d'entreprise et Nom du client

Le **tableau 1** contient des données dont la base est corroborée avec les données de la Banque-Carrefour des Entreprises au moment où l'AAC est complétée par le déclarant, à savoir le numéro d'entreprise et le nom du client (question **3200**, colonnes **010** et **020**).

Si le déclarant exerce une mission de contrôle légal ou contractuel des comptes d'une **entité qui est inscrite auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises**, il doit indiquer, via l'écran pop-up de recherche, le numéro d'entreprise composé de 10 positions numériques et commençant par 0 ou 1. Le nom du client est alors automatiquement encodé sur base du numéro d'entreprise du client.

Ecran de recherche Numéro d'entreprise

The screenshot shows a web interface for searching company numbers. At the top, there's a 'Filter' section with a 'Code' input field containing the number '0569231540'. To the right of the input field is a blue 'SEARCH' button. Below the search section, there's a 'Results' section which currently displays 'No data found'.

Si le déclarant exerce une mission de contrôle légal ou contractuel des comptes d'une **entité qui n'est pas inscrite auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises en Belgique**, ce client ne peut pas être introduit dans le tableau 1. Il appartient alors au déclarant de l'ajouter dans le **tableau 2** (question **3210**, colonne **020**). Une telle situation ne devrait toutefois se présenter que de manière exceptionnelle.

Nom du groupe (conformément à l'article 1:20 du CSA)

Le BAOB souhaite que le déclarant renseigne dans la colonne **030**, le nom du groupe, au sens de l'article 1:20 du CSA, auquel le client appartient le cas échéant. Cette mention doit être reprise indépendamment du fait que des comptes consolidés soient ou non établis.

Est-ce que la mission est active au 31/12 ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **040**, si la mission est exercée par le déclarant à la date du 31 décembre de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations.

Par exemple, le déclarant B est nommé au mois de juin de l'an N pour une mission de contrôle légal des comptes annuels de la société X. Il indique dans la colonne **040** relative à l'an N que la mission de contrôle légal est active au 31/12. Il indique également dans la colonne **040** relative à l'an N+1 et à l'an N+2 que la mission de contrôle légal est active au 31/12. Au mois de juin de l'an N+3, l'assemblée générale de la société X décide de ne pas renouveler la mission de contrôle légal du déclarant B. Ce dernier indique donc dans la colonne **040** relative à l'an N+3 que la mission de contrôle légal n'est plus active au 31/12. Par contre, il renseigne dans la colonne **140** les honoraires qu'il a facturés à la société X jusqu'au 31/12.

Nombre d'exercices consécutifs contrôlés par le déclarant depuis sa première nomination

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **041**, le nombre d'exercices sociaux consécutifs durant lesquels il est chargé du contrôle légal des comptes annuels de la société depuis sa première nomination (article 3:75, § 1, 1° du CSA).

Cette question vise le déclarant (cabinet de révision ou réviseur d'entreprises personne physique) et non un éventuel représentant permanent du cabinet de révision.

Si les comptes annuels relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179** n'ont pas encore été contrôlés par le déclarant (c'est-à-dire que le déclarant n'a pas encore émis d'opinion ou de rapport de carence sur ces comptes annuels), il doit indiquer le chiffre 0 dans la colonne **041**. Si les comptes annuels ont été contrôlés pour la première fois au cours de l'année N, le déclarant doit renseigner le chiffre 1 dans la colonne **041** et ainsi de suite.

Le nombre d'exercices consécutifs renseigné dans la colonne **041** doit en principe correspondre au nombre d'exercices consécutifs mentionné dans le rapport du commissaire, conformément à l'article 3:75, § 1, 1° du CSA.

Est-ce que la mission a été obtenue dans le cadre d'un marché public ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **042**, si la mission a été obtenue dans le cadre d'un marché public au sens large (non limité à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics).

Type de client

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **050**, le type de client qui est renseigné. Cette information est communiquée sous la forme d'un code.

Le déclarant doit choisir l'un des codes suivants :

Valeurs	CODE_VALLIST
Société cotée sur un marché réglementé (autre qu'un établissement de crédit, une entreprise d'assurance ou de réassurance, un dépositaire central de titres, un OPC ou une société de gestion d'OPC ou un fonds de pension)	10
Société dont seules les valeurs mobilières visées à l'article 2, 31°, b) et c), de la loi du 2 août 2002 sont admises aux négociations sur un marché réglementé	11
Etablissement de crédit	20
Entreprise d'assurance ou de réassurance	30
Dépositaire central de titres ou organisme de support	40
Société cotée sur un marché non réglementé	50
OPC agréé par la FSMA ou société de gestion d'OPC agréée par la FSMA	60
Entreprise d'investissement agréée par la BNB ou la FSMA	70
Mutualité	80
Fonds de pension	90
Autre société	100
Autre entité (ASBL, fondation, etc.)	110

Le déclarant ne peut indiquer un code référant une PIE (code 10, 11, 20, 30 ou 40) que s'il a indiqué sous les questions relatives aux réviseurs d'entreprises personnes physiques liés au déclarant qu'au moins l'un d'entre eux contrôle des PIE's (questions **2200** et **2210**, colonne **080**).

Secteur dans lequel se déroule l'activité principale du client

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **051**, via l'écran pop-up de recherche, le secteur dans lequel se déroule l'activité principale du client. L'activité économique doit être communiquée sous la forme d'un code NACE⁹ composé de 5 positions numériques.

Le déclarant doit sélectionner le code NACE **2025** qui correspond à l'activité principale de son client, selon son meilleur jugement.

Ecran de recherche Code NACE

Filter

Code

Name

SEARCH

Results

Code	Name
01110	Culture de cereales (à l exception du riz), de legumineuses et de graines oleagineuses
01120	Culture du riz
01130	Culture de legumes, de melons, de racines et de tubercules
01140	Culture de la canne à sucre
01150	Culture du tabac
01160	Culture de plantes à fibres
01191	Culture de fleurs
01199	Autres cultures non permanentes n.c.a.
01210	Culture de la vigne
01220	Culture de fruits tropicaux et subtropicaux

Items per page: 10
1 - 10 of 943
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 > >|

Est-ce que le client a un conseil d'entreprise ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **060**, si le client a un conseil d'entreprise.

Est-ce que le client a un comité d'audit ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **061**, si le client a un comité d'audit.

Dans le cas où c'est le conseil d'administration du client qui endosse le rôle du comité d'audit, le déclarant doit répondre positivement.

⁹ Nomenclature statistique des Activités économiques dans la Communauté Européenne (NACE)

Est-ce que la mission comprend le contrôle des comptes consolidés ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **070**, si la mission comprend le contrôle des comptes consolidés du client.

Est-ce que le client est une PIE ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **080**, si le client est une PIE au sens de l'article 1:12 du CSA.

ONLY FOR PIE : Est-ce une PIE qui dépasse, sur base individuelle, plus d'un des critères mentionnés à l'article 1:26, § 1er du CSA ?

Si le client est une PIE, le déclarant doit indiquer dans la colonne **090**, s'il s'agit d'une PIE qui dépasse, sur base individuelle, plus d'un des trois critères mentionnés à l'article 1:26, § 1er du CSA, à savoir :

- nombre de travailleurs en moyenne annuelle: 250 ;
- chiffre d'affaires net annuel, hors taxe sur la valeur ajoutée: 42.500.000 euros ;
- total du bilan: 21.250.000 euros.

Nom et numéro d'inscription du représentant permanent (Numéro A)

Le déclarant doit indiquer dans les colonnes **100** et **101**, via l'écran pop-up de recherche, le nom et le numéro d'inscription du réviseur d'entreprises personne physique qui signe le rapport d'audit au nom du déclarant.

Si le représentant permanent qui exerce la mission de contrôle légal des comptes a changé au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations, il y a lieu de mentionner le dernier représentant permanent qui a signé un rapport d'audit au cours de l'année civile concernée.

Le déclarant ne peut renseigner que l'un des réviseurs d'entreprises personne physique figurant sous le chapitre 2.2 « Liste des réviseurs d'entreprises personnes physiques liés au déclarant » (questions **2200** et **2210**).

Nom et numéro d'inscription du second représentant permanent (Numéro A)

Si deux représentants permanents ont été désignés pour effectuer la mission de contrôle, le déclarant doit indiquer dans les colonnes **110** et **111**, via l'écran pop-up de recherche, le nom et le numéro d'inscription du second réviseur d'entreprises personne physique qui cosigne le rapport d'audit au nom du déclarant.

Le déclarant ne peut renseigner que l'un des réviseurs d'entreprises personne physique figurant sous le chapitre 2.2 « Liste des réviseurs d'entreprises personnes physiques liés au déclarant » (questions **2200** et **2210**).

Nom et numéro d'inscription de l'autre membre du collège de commissaires (numéro A)

Si un collège de commissaires a été désigné pour effectuer la mission de contrôle, le déclarant doit indiquer dans les colonnes **120** et **121**, via l'écran pop-up de recherche, le nom et le numéro d'inscription de l'autre membre du collège de commissaires.

Le déclarant ne peut renseigner qu'un réviseur d'entreprises personne physique inscrit au registre public.

Est-ce que la mission est exercée en collège avec la Cour des comptes ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **122**, si la mission est exercée en collège avec la Cour des comptes.

Honoraires approuvés par l'assemblée générale

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **130**, le montant annuel des honoraires du commissaire tel qu'il a été approuvé par l'assemblée générale (article 3:65, § 2 du CSA). Il n'est pas obligatoire de renseigner le montant indexé, même si le principe de l'indexation a été approuvé par l'assemblée générale.

Le montant doit être renseigné en euros.

Si un collège de commissaires a été désigné pour effectuer la mission de contrôle, seule la partie des honoraires attribuée au déclarant doit être renseignée. Il faut donc faire abstraction des honoraires attribués aux réviseurs d'entreprises avec lesquels la mission est exercée en collège.

S'il s'agit d'une mission de contrôle contractuel des comptes, le montant annuel des honoraires n'est pas approuvé par une assemblée générale. Le déclarant renseigne alors, par analogie, le montant annuel des honoraires fixés dans la lettre de mission.

Facturation totale au 31/12 relative à la mission

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **140**, le montant total facturé pour la mission de contrôle au client au cours de l'année civile jusqu'au 31 décembre inclus, indépendamment de l'exercice social du client auquel se rapporte la facturation (qu'il s'agisse d'une avance ou d'un solde). Si aucun montant n'a été facturé au client au cours de l'année civile faisant l'objet de la collecte d'informations, le montant peut être égal à zéro.

Le montant doit être renseigné en euros.

Le montant renseigné dans la colonne **140** ne doit pas nécessairement correspondre au montant mentionné dans la colonne **130** relative aux honoraires approuvés par l'assemblée générale.

ONLY FOR PIE : Pourcentage relatif à l'application de la règle des 70% telle que définie par l'article 3:64, §§ 1 et 5 du CSA

L'article 3:64, § 1er du CSA énonce que dans les PIE's, le commissaire ne peut prêter des services autres que les missions confiées par la loi ou par la réglementation de l'Union européenne au commissaire, dans la mesure où le montant total des honoraires afférents à ces services dépasserait septante pour cent du montant total des honoraires visés à l'article 3:65, § 2 du CSA (les honoraires relatifs au contrôle légal de comptes).

Cette disposition s'applique uniquement aux PIE's.

Si le client est une PIE et si le commissaire a presté des services autres que les missions confiées par la loi ou par la réglementation de l'Union européenne au commissaire, le déclarant doit indiquer dans la colonne **150**, le rapport entre les honoraires relatifs à ces services et les honoraires relatifs au contrôle légal de comptes.

L'appréciation du rapport des honoraires pour le contrôle légal et des autres honoraires est à effectuer pour l'ensemble constitué par la société soumise au contrôle légal, sa société mère et ses filiales, étant entendu que les honoraires pour le contrôle légal des sociétés mères ou filiales étrangères sont ceux qui découlent des dispositions légales et/ou contractuelles applicables à ces sociétés mères ou filiales (article 3:64, § 5, alinéa 2 du CSA).

Pour les besoins de l'AAC, l'appréciation du rapport des honoraires pour le contrôle légal et des autres honoraires doit s'entendre comme étant à effectuer en comparant pour le dernier exercice social clôturé de la mission de contrôle légal des comptes du commissaire :

- d'une part, le total des honoraires afférent aux services autres que les missions confiées par la loi ou par la législation de l'Union européenne au commissaire, attribués au commissaire par la société soumise au contrôle légal, sa société mère et par ses filiales, et
- d'autre part, le total des honoraires visés à l'article 3:65, § 2 du CSA, attribués au commissaire par la société soumise au contrôle légal, sa société mère et par ses filiales.

Seuls les services prestés par le commissaire sont pris en considération pour le calcul du périmètre. Les services éventuellement prestés par le réseau du commissaire (belge, UE ou hors UE) ne sont pas pris en considération.

Pourcentage relatif à l'application de la règle *one to one* telle que définie par l'article 3:64, §§ 3 et 5 du CSA

L'article 3:64, § 3 du CSA énonce que pour les sociétés qui ne sont pas considérées comme des PIE's mais qui font partie d'un groupe qui est tenu d'établir et de publier des comptes consolidés, le commissaire ne peut prêter des services autres que les missions confiées par la loi ou par la réglementation de l'Union européenne au commissaire, dans la mesure où le montant total des honoraires afférents à ces services dépasserait le montant total des honoraires visés à l'article 3:65, § 2 du CSA (les honoraires relatifs au contrôle légal de comptes).

Cette disposition s'applique aux sociétés qui ne sont pas considérées comme des PIE's mais qui font partie d'un groupe qui est « tenu » d'établir et de publier des comptes consolidés. La disposition

s'applique dès l'apparition de l'obligation pour la société contrôlée d'établir et de publier des comptes consolidés, que les comptes consolidés soient réellement établis et/ou publiés ou non.

Si le client n'est pas une PIE mais fait partie d'un groupe qui est tenu d'établir et de publier des comptes consolidés et si le commissaire a presté des services autres que les missions confiées par la loi ou par la réglementation de l'Union européenne au commissaire, le déclarant doit indiquer dans la colonne **160**, le rapport entre les honoraires relatifs à ces services et les honoraires relatifs au contrôle légal de comptes.

Les prestations consistant à vérifier les données économiques et financières relatives à une entreprise tierce que la société ou l'une de ses filiales se proposent d'acquérir ou a acquis (missions dites de *due diligence*) ne sont pas prises en considération (article 3:64, § 5, alinéa 1 du CSA).

L'appréciation du rapport des honoraires pour le contrôle légal et des autres honoraires est à effectuer pour l'ensemble constitué par la société soumise au contrôle légal, sa société mère et ses filiales, étant entendu que les honoraires pour le contrôle légal des sociétés mères ou filiales étrangères sont ceux qui découlent des dispositions légales et/ou contractuelles applicables à ces sociétés mères ou filiales (article 3:64, § 5, alinéa 2 du CSA).

Pour les besoins de l'AAC, l'appréciation du rapport des honoraires pour le contrôle légal et des autres honoraires doit s'entendre comme étant à effectuer en comparant pour le dernier exercice social clôturé de la mission de contrôle légal des comptes du commissaire :

- d'une part, le total des honoraires afférent aux services autres que les missions confiées par la loi ou par la législation de l'Union européenne au commissaire, attribués au commissaire par la société soumise au contrôle légal, sa société mère et par ses filiales, et
- d'autre part, le total des honoraires visés à l'article 3:65, § 2 du CSA, attribués au commissaire par la société soumise au contrôle légal, sa société mère et par ses filiales.

Seuls les services prestés par le commissaire sont pris en considération pour le calcul du périmètre. Les services éventuellement prestés par le réseau du commissaire (belge, UE ou hors UE) ne sont pas pris en considération.

Est-ce que des services non-audit ont été prestés par le réseau du commissaire ?

Si le déclarant fait partie d'un réseau, il doit indiquer dans la colonne **170**, si un membre de son réseau a fourni, directement ou indirectement, des services non-audit à la société soumise au contrôle légal, à sa société mère ou aux entreprises qu'elle contrôle au sein de l'Union européenne.

Est-ce que des services non-audit ont été prestés par le commissaire ?

Si le client est une PIE ou s'il fait partie d'un groupe qui est tenu d'établir et de publier des comptes consolidés, le déclarant doit indiquer dans la colonne **171**, si des services autres que les missions confiées par la loi ou par la réglementation de l'Union Européenne au commissaire ont été prestés par le commissaire au cours du dernier exercice social clôturé de la mission de contrôle légal des comptes.

Date de clôture de l'exercice social du client

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **179**, la date de clôture de l'exercice social du client en respectant le format suivant : yyyy-mm-dd.

Personnel occupé en moyenne annuelle (ETP)

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **180**, le nombre de travailleurs en moyenne annuelle en équivalents temps plein (ETP). Il s'agit du nombre d'ETP renseigné dans les comptes statutaires relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**. Lorsque le client utilise un schéma abrégé ou un schéma micro, le déclarant doit indiquer les informations auditées provenant de la balance comptable.

Si le déclarant n'a pas encore émis d'opinion sur les comptes annuels relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**, il peut indiquer zéro dans la colonne **180**.

Chiffre d'affaires annuel, hors TVA (statutaire)

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **190**, le chiffre d'affaires annuel, hors TVA. Il s'agit du chiffre d'affaires renseigné dans les comptes annuels statutaires relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**. Lorsque le client utilise un schéma abrégé ou un micro, le déclarant doit indiquer les informations auditées provenant de la balance comptable.

Lorsque plus de la moitié des produits résultant de l'activité normale d'une ASBL ou AISBL sont des produits non visés par la définition du poste "chiffre d'affaires", il y a lieu, comme stipulé à l'article 1:28, § 5, alinéa 3 du CSA, d'entendre par "chiffre d'affaires", le total des produits d'exploitation et financiers à l'exclusion des produits non récurrents.

Le montant doit être renseigné en euros.

Si le déclarant n'a pas encore émis d'opinion sur les comptes annuels relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**, il peut indiquer zéro dans la colonne **190**.

Total du bilan (statutaire)

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **200**, le total du bilan. Il s'agit du total du bilan renseigné dans les comptes annuels statutaires relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**.

Le montant doit être renseigné en euros.

Si le déclarant n'a pas encore émis d'opinion sur les comptes annuels relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**, il peut indiquer zéro dans la colonne **200**.

Fonds propres (statutaire)

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **201**, le montant des fonds propres. Il s'agit des fonds propres renseignés dans les comptes annuels statutaires relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**.

Le montant doit être renseigné en euros.

Si le déclarant n'a pas encore émis d'opinion sur les comptes annuels relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**, il peut indiquer zéro dans la colonne **201**.

Résultat de l'exercice après impôts (statutaire)

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **202**, le résultat de l'exercice après impôts du client. Il s'agit du résultat de l'exercice après impôts renseigné dans les comptes annuels statutaires relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**.

Le montant doit être renseigné en euros.

Si le déclarant n'a pas encore émis d'opinion sur les comptes annuels relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**, il peut indiquer dans la colonne **202**.

Quel type d'opinion est émise dans le rapport d'audit ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **220**, le type d'opinion qui a été émise dans le rapport d'audit. Il doit choisir l'une des valeurs suivantes :

Valeurs	CODE_VALLIST
Opinion sans réserve	FullOp
Opinion avec réserve	ResrvOp
Opinion négative	NegOp
Déclaration d'abstention	Abst
Rapport de carence	Lack
Nihil	Nhl

Si le déclarant n'a pas encore émis d'opinion sur les comptes annuels relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**, il doit sélectionner – selon le cas – la valeur « Rapport de carence » ou « Nihil » dans la colonne **220**.

Si plusieurs opinions ont été émises au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations, il y a lieu de mentionner celle qui a été émise en dernier lieu au cours de l'année civile concernée.

Si le déclarant a émis une opinion scindée, à savoir une opinion avec réserve ou une abstention d'opinion concernant le compte de résultats et une opinion non modifiée sur le bilan, il y a lieu de sélectionner la valeur « Opinion avec réserve » ou « Déclaration d'abstention », selon le cas.

Y a-t-il un paragraphe d'observation dans le rapport d'audit ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **221**, si un paragraphe d'observation tel que visé par la norme ISA 706.7 (a), est repris dans le rapport d'audit.

En l'absence de rapport d'audit, le déclarant répond négativement à la question.

Y a-t-il un paragraphe relatif à d'autres points dans le rapport d'audit ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **222**, si un paragraphe relatif à d'autres points tel que visé par la norme ISA 706.7 (b), est repris dans le rapport d'audit.

En l'absence de rapport d'audit, le déclarant répond négativement à la question.

Y a-t-il un paragraphe « Incertitude significative relative à la continuité d'exploitation » dans le rapport d'audit ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **223**, si une section distincte intitulée « Incertitude significative relative à la continuité d'exploitation » telle que visée par la norme ISA 570.22, est reprise dans le rapport d'audit.

En l'absence de rapport d'audit, le déclarant répond négativement à la question.

Nombre total d'heures consacrées à la mission de contrôle

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **230**, le nombre total d'heures consacrées à la mission de contrôle.

Il s'agit des heures prestées pour le contrôle des comptes annuels relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**, que ces heures aient été prestées au cours de l'année civile faisant l'objet de la collecte d'informations ou au cours de l'année civile précédente.

Exemple pour une première année d'audit : Le déclarant B est nommé au mois de juin de l'an N pour une mission de contrôle légal des comptes annuels de la société X qui clôture au 31/12. Le déclarant indique dans la colonne **230** relative à l'an N, le nombre total d'heures qu'il a consacrées à la mission de contrôle entre le moment de sa nomination et le 31/12/N (travaux d'audit intermédiaire).

Exemple pour une deuxième année d'audit (ou plus) : Le déclarant B a été nommé au mois de juin de l'an N-1 pour une mission de contrôle légal des comptes annuels de la société X qui clôture au 31/12. Le déclarant indique dans la colonne **230** relative à l'an N, le nombre total d'heures qu'il a consacrées à la mission de contrôle tant au cours de l'année N-1 (travaux d'audit intermédiaire) qu'au cours de l'année civile N (travaux d'audit final).

Le déclarant doit prendre en compte les heures prestées par le(s) représentant(s) permanent(s), les autres membres de l'équipe d'audit, la personne chargée du contrôle qualité de la mission (EQCR)¹⁰,

¹⁰ Si le nombre exact d'heures n'est pas disponible, une estimation raisonnable suffit.

les auditeurs IT¹¹, les experts désignés par l'auditeur (visés par la norme ISA 620.6 (a))¹², les membres de l'équipe auxquels des prestations ont été sous-traitées¹³, d'autres collaborateurs éventuels.

Si aucune heure n'a été prestée pour le contrôle des comptes annuels relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179** au cours de l'année civile faisant l'objet de la collecte d'informations (N) ou au cours de l'année civile précédente (N-1), le déclarant doit indiquer zéro dans la colonne **230**.

Est-ce qu'une autre mission révisoriale a été exercée en vertu de la loi pour ce client ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **240**, si une autre mission révisoriale a été exercé en vertu de la loi pour le client concerné.

Il s'agit des « autres missions révisorales exercées en vertu de la loi » pour lesquelles le déclarant doit renseigner les montants facturés sous la question **3010**, colonne **010**.

Si le déclarant indique dans la colonne **240** qu'il a exercé d'autres missions révisorales en vertu de la loi auprès de clients dont il exerce le contrôle légal ou contractuel des comptes, FiMiS complètera automatiquement les informations utiles afférentes à ces clients sous les chapitres 3.4.1 « Liste des clients concernés par d'autres missions révisorales exercées en vertu de la loi » et 3.4.2 « Détail des autres missions révisorales exercées en vertu de la loi ».

* * *

Sous le chapitre 3.2 « Détail des missions de contrôle légal et contractuel des comptes », figurent également les totaux suivants.

Totaux		3230
Nombre missions de contrôle (tableau 1 col 010 + tableau 2 col 020)	010	Somme
Nombre de missions actives au 31/12	040	Somme
Total des honoraires approuvés par l'assemblée générale	130	Somme
Facturation totale au 31/12 relative aux missions	140	Somme

Les totaux susvisés sont calculés par l'application FiMiS au moment de la validation.

Le total des honoraires repris sous la question **3230**, colonne **140** doit correspondre au montant renseigné sous la question **3000**, colonne **010**.

¹¹ Si le nombre exact d'heures n'est pas disponible, une estimation raisonnable suffit.

¹² Si le nombre exact d'heures n'est pas disponible, une estimation raisonnable suffit.

¹³ Il s'agit, par exemple, d'un *service delivery center* (à l'étranger ou non) auquel des travaux (standardisés) sont externalisés.

3.3 Détail des montants facturés à/par des réviseurs d'entreprises

3.3.1 Missions révisorales facturées par le déclarant à des réviseurs d'entreprises

3.3.1. Missions révisorales facturées par le déclarant à des réviseurs d'entreprises		3300
Numéro d'inscription 010	Nom du réviseur d'entreprises 020	Honoraires 030
VALLIST	-	Montant
Total honoraires col.030		3310 Somme

Si le déclarant a renseigné un montant sous la question 3030 et/ou 3031, le BAOB souhaite savoir à quel(s) réviseur(s) d'entreprises le déclarant a facturé des montants au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations.

Le déclarant doit indiquer dans les colonnes 010 et 020, via l'écran pop-up de recherche, le nom et le numéro d'inscription de chaque réviseur d'entreprises personne physique (Numéro A) ou morale (Numéro B) auquel il a facturé un montant.

Si le montant n'a pas été facturé à un réviseur d'entreprises inscrit en Belgique (Numéro A ou B), mais bien à un membre du réseau belge ou international du déclarant, le déclarant peut renseigner le nom et le numéro d'inscription de son réseau (Numéro N).

Chaque montant facturé doit être renseigné en euros dans la colonne 030.

Le total des honoraires repris sous la question 3310 doit correspondre au total des honoraires repris sous les questions 3030 et 3031.

3.3.2 Missions révisorales facturées par des réviseurs d'entreprises au déclarant

3.3.2. Missions révisorales facturées par des réviseurs d'entreprises au déclarant		3320
Numéro d'inscription 010	Nom du réviseur d'entreprises 020	Honoraires 030
VALLIST	-	Montant
Total honoraires col.030		3330 Somme

Le cas échéant, le BAOB souhaite savoir quel(s) réviseur(s) d'entreprises a (ont) facturé des montants au déclarant au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations.

Le déclarant doit indiquer dans les colonnes 010 et 020, via l'écran pop-up de recherche, le nom et le numéro d'inscription de chaque réviseur d'entreprises personne physique (Numéro A) ou morale (Numéro B) qui lui a facturé un montant.

Chaque montant facturé doit être renseigné en euros dans la colonne 030.

3.3.3 Missions non révisorales facturées par le déclarant à des réviseurs d'entreprises

3.3.3. Missions non révisorales facturées par le déclarant à des réviseurs d'entreprises		3340
Numéro d'inscription 010	Nom du réviseur d'entreprises 020	Honoraires 030
VALLIST	-	Montant
Total honoraires col.030		3350 Somme

Si le déclarant a renseigné un montant sous la question **3100** et/ou **3101**, le BAOB souhaite savoir à quel(s) réviseur(s) d'entreprises le déclarant a facturé des montants au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations.

Le déclarant doit indiquer dans les colonnes **010** et **020**, via l'écran pop-up de recherche, le nom et le numéro d'inscription de chaque réviseur d'entreprises personne physique (Numéro A) ou morale (Numéro B) auquel il a facturé un montant.

Si le montant n'a pas été facturé à un réviseur d'entreprises inscrit en Belgique (Numéro A ou B), mais bien à un membre du réseau belge ou international du déclarant, le déclarant peut renseigner le nom et le numéro d'inscription de son réseau (Numéro N).

Chaque montant facturé doit être renseigné en euros dans la colonne **030**.

Le total des honoraires repris sous la question **3350** doit correspondre au total des honoraires repris sous les questions **3100** et **3101**.

3.3.4 Missions non révisorales facturées par des réviseurs d'entreprises au déclarant

3.3.4. Missions non révisorales facturées par des réviseurs d'entreprises au déclarant		3360
Numéro d'inscription 010	Nom du réviseur d'entreprises 020	Honoraires 030
VALLIST	-	Montant
Total honoraires col.030		3370 Somme

Le cas échéant, le BAOB souhaite savoir quel(s) réviseur(s) d'entreprises a (ont) facturé des montants au déclarant au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations.

Le déclarant doit indiquer dans les colonnes **010** et **020**, via l'écran pop-up de recherche, le nom et le numéro d'inscription de chaque réviseur d'entreprises personne physique (Numéro A) ou morale (Numéro B) qui lui a facturé un montant.

Chaque montant facturé doit être renseigné en euros dans la colonne **030**.

3.4 Les autres missions révisorales exercées en vertu de la loi

Le BAOB souhaite obtenir le détail des autres missions révisorales exercées en vertu de la loi au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations, que la mission soit encore active ou non au moment de l'introduction des données.

Si le pourcentage calculé à la question **3013**, colonne **020** est supérieur ou égal à 25%, le déclarant doit compléter le détail de ces prestations sous le chapitre 3.4 de l'AAC. Si ce pourcentage est inférieur à 25%, le déclarant a la possibilité de compléter le chapitre 3.4 de l'AAC.

Ce chapitre est divisé en deux parties :

- la liste des clients pour lesquels le déclarant a exercé une ou plusieurs missions révisorales en vertu de la loi ;
- le détail des autres missions révisorales exercées en vertu de la loi.

3.4.1 Liste des clients concernés par d'autres missions révisorales exercées en vertu de la loi

Pour éviter au déclarant de devoir introduire plusieurs fois une même information dans l'AAC, le BAOB lui demande d'établir dans un premier temps, sous le chapitre 3.4.1, la liste des clients pour lesquels il a exercé une autre mission révisorale en vertu de la loi (question **3400**).

Cette liste de clients servira ensuite de base de données pour compléter le chapitre 3.4.2 qui a trait aux détails des autres missions révisorales exercée en vertu de la loi (menu déroulant sous la question **3410**, colonne **010**).

Pour les clients dont le déclarant exerce le contrôle légal ou contractuel des comptes, FiMiS complètera automatiquement les informations utiles afférentes à ces clients sous les chapitres 3.4.1 et 3.4.2, à condition que le déclarant réponde par « Oui » à la question **3200/3210**, colonne **240** en ce qui les concerne.

Pour les clients dont le déclarant n'exerce pas le contrôle légal ou contractuel des comptes, le déclarant doit compléter manuellement les données suivantes à la question **3400**.

Clients concernés par d'autres missions révisorales exercées en vertu de la loi		3400
Numéro d'entreprise	010	VALLIST
Nom du client	011	-

Numéro d'entreprise et Nom du client

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **010**, via l'écran pop-up de recherche, le numéro d'entreprise composé de 10 positions numériques et commençant par 0 ou 1. Le nom du client est alors automatiquement encodé dans la colonne **011** sur base du numéro d'entreprise du client.

Ecran de recherche Numéro d'entreprise

Filter

Code

0569231540

SEARCH

Results

No data found

Si le déclarant a renseigné un montant à la question **3010**, colonne **010** « Autres missions révisorales exercées en vertu de la loi » exclusivement pour des missions révisorales autres que celles visées à la question **3410**, colonne **050**¹⁴, il doit cocher¹⁵ la case prévue à la question **3405** avant de répondre à la question **3441** sous le chapitre 3.4.2. « Détail des autres missions révisorales exercées en vertu de la loi ».

3.4.2 Détail des autres missions révisorales exercées en vertu de la loi

Une fois que la liste des clients pour lesquels le déclarant a exercé d'autres missions révisorales exercées en vertu de la loi est établie sous le chapitre 3.4.1 (question **3400**), le déclarant peut encoder les détails relatifs à ces missions sous le chapitre 3.4.2 (question **3410**).

Le BAOB souhaite recevoir les données suivantes pour chaque mission.

Détail des autres missions révisorales exercées en vertu de la loi			3410
Numéro d'entreprise et nom du client	010	VALLIST ¹⁶	
Type de client	020	VALLIST	Ce champ est obligatoire.
Secteur dans lequel se déroule l'activité principale du client	021	VALLIST	Ce champ est obligatoire.
Numéro d'inscription du représentant permanent (Numéro A)	030	VALLIST	Ce champ est obligatoire.
Nom du représentant permanent	031	-	

¹⁴ Apport en nature ; Quasi-apport ; Transformation de la forme juridique ; Fusion ou scission ; Dissolution ou liquidation ; Modification des droits attachés à des classes d'actions ou parts bénéficiaires ; Apports supplémentaires et émission de nouvelles actions, d'obligations convertibles et de droits de souscription ; Emission d'actions en dessous ou au-dessus du pair comptable, ou au pair comptable des actions existantes de la même catégorie ; Emission d'obligations convertibles ou de droits de souscription ; Limitation ou suppression du droit de préférence.

¹⁵ Le déclarant qui importe ses données à l'aide d'un fichier XML utilisera le code booléen « 1 » (= TRUE) pour cocher la case prévue à la question 3405.

¹⁶ Numéro d'entreprise enregistré à la Q3400.

Numéro d'inscription du second représentant permanent (Numéro A)	040	VALLIST	
Nom du second représentant permanent	041	-	
Type de mission	050	VALLIST	Ce champ est obligatoire.
Nombre de rapports révisoraux émis pour le type de mission sélectionné	060	Nombre entier	Ce champ est obligatoire.
Facturation totale au 31/12 relative à la (aux) mission(s)	070	Montant	Ce champ est obligatoire.
Nombre total d'heures consacrées à la (aux) mission(s)	080	Nombre	Ce champ est obligatoire.

Numéro d'entreprise et nom du client

Le déclarant doit sélectionner un client dans le menu déroulant de la colonne **010**. Ce menu déroulant est constitué de la liste des clients pour lesquels le déclarant a exercé d'autres missions révisorales exercées en vertu de la loi, établie sous le chapitre 3.4.1.

Pour les **clients dont le déclarant exerce le contrôle légal ou contractuel des comptes**, FiMiS complète automatiquement les colonnes **020**, **021**, **030**, **031**, **040** et **041** lorsque vous cliquez sur le bouton 'Valider & Enregistrer'.

Pour les **autres clients**, vous devez compléter ces informations manuellement.

Type de client

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **020**, le type de client qui est renseigné. Cette information est communiquée sous la forme d'un code.

Le déclarant doit choisir l'un des codes suivants :

Valeurs	CODE_VALLIST
Société cotée sur un marché réglementé (autre qu'un établissement de crédit, une entreprise d'assurance ou de réassurance, un dépositaire central de titres, un OPC ou une société de gestion d'OPC ou un fonds de pension)	10
Société dont seules les valeurs mobilières visées à l'article 2, 31°, b) et c), de la loi du 2 août 2002 sont admises aux négociations sur un marché réglementé	11
Etablissement de crédit	20
Entreprise d'assurance ou de réassurance	30
Dépositaire central de titres ou organisme de support	40
Société cotée sur un marché non réglementé	50
OPC agréé par la FSMA ou société de gestion d'OPC agréée par la FSMA	60
Entreprise d'investissement agréée par la BNB ou la FSMA	70
Mutualité	80
Fonds de pension	90
Autre société	100
Autre entité (ASBL, fondation, etc.)	110

Secteur dans lequel se déroule l'activité principale du client

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **021**, via l'écran pop-up de recherche, le secteur dans lequel se déroule l'activité principale du client. L'activité économique doit être communiquée sous la forme d'un code NACE¹⁷ composé de 5 positions numériques.

Le déclarant doit sélectionner le code NACE **2025** qui correspond à l'activité principale de son client, selon son meilleur jugement.

Ecran de recherche Code NACE

Filter

Code

Name

SEARCH

Results

Code	Name
01110	Culture de cereales (à l'exception du riz), de legumineuses et de graines oleagineuses
01120	Culture du riz
01130	Culture de legumes, de melons, de racines et de tubercules
01140	Culture de la canne à sucre
01150	Culture du tabac
01160	Culture de plantes à fibres
01191	Culture de fleurs
01199	Autres cultures non permanentes n.c.a.
01210	Culture de la vigne
01220	Culture de fruits tropicaux et subtropicaux

Items per page: 10
1 - 10 of 943
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 > >|

Numéro d'inscription (Numéro A) et Nom du représentant permanent

Le déclarant doit indiquer dans les colonnes **030** et **031**, via l'écran pop-up de recherche, le numéro d'inscription et le nom du réviseur d'entreprises personne physique qui signe le rapport révisoral au nom du déclarant.

Le déclarant ne peut renseigner que l'un des réviseurs d'entreprises personne physique figurant sous le chapitre 2.2 « Liste des réviseurs d'entreprises personnes physiques liés au déclarant » (questions **2200** et **2210**).

¹⁷ Nomenclature statistique des Activités économiques dans la Communauté Européenne (NACE)

Numéro d'inscription (Numéro A) et Nom du second représentant permanent

Si deux représentants permanents ont été désignés pour exercer la mission légale, le déclarant doit indiquer dans les colonnes **040** et **041**, via l'écran pop-up de recherche, le numéro d'inscription et le nom du second réviseur d'entreprises personne physique qui cosigne le rapport révisoral au nom du déclarant.

Le déclarant ne peut renseigner que l'un des réviseurs d'entreprises personne physique figurant sous le chapitre 2.2 « Liste des réviseurs d'entreprises personnes physiques liés au déclarant » (questions **2200** et **2210**).

Type de mission

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **050**, le type de mission révisorale qu'il a exercée en vertu de la loi pour le client concerné.

Le déclarant doit choisir l'une des valeurs suivantes :

Valeurs	CODE_VALLIST
Apport en nature	10
Quasi-apport	20
Transformation de la forme juridique	30
Fusion ou scission	40
Dissolution ou liquidation	50
Distribution d'un acompte sur dividendes	60
Modification des droits attachés à des classes d'actions ou parts bénéficiaires	70
Apports supplémentaires et émission de nouvelles actions, d'obligations convertibles et de droits de souscription	80
Emission d'actions en dessous ou au-dessus du pair comptable, ou au pair comptable des actions existantes de la même catégorie	90
Emission d'obligations convertibles ou de droits de souscription	100
Limitation ou suppression du droit de préférence	110
Test d'actif net	120
Test de liquidité	130

Si le déclarant a exercé différents types de missions pour un même client, il doit créer une ligne séparée, sous la question **3410**, pour chaque type de mission.

Nombre de rapports révisoraux émis pour le type de mission sélectionné

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **060**, le nombre de rapports révisoraux qui ont été émis au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations, pour le client visé sous la colonne **010**, pour le type de mission sélectionné dans la colonne **050**.

Facturation totale au 31/12 relative à la (aux) mission(s)

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **070**, le montant total facturé pour la (les) mission(s) légale(s) au cours de l'année civile jusqu'au 31 décembre inclus (qu'il s'agisse d'une avance ou d'un solde). Si aucun montant n'a été facturé au client au cours de l'année civile faisant l'objet de la collecte d'information, pour le type de mission sélectionné, le montant peut être égal à zéro.

Le montant doit être renseigné en euros.

Nombre total d'heures consacrées à la (aux) mission(s)

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **080**, le nombre total d'heures consacrées à la réalisation de la (des) mission(s).

Il s'agit des heures prestées pour la réalisation de la (des) mission(s) mentionnée(s) dans la colonne **060**, pour le client visé sous la colonne **010**, que ces heures aient été prestées au cours de l'année civile faisant l'objet de la collecte d'informations ou au cours de l'année civile précédente.

Le déclarant doit prendre en compte les heures prestées par le(s) représentant(s) permanent(s), les autres membres de l'équipe d'audit, la personne chargée du contrôle qualité de la mission (EQCR)¹⁸, les auditeurs IT¹⁹, les experts désignés par l'auditeur (visés par la norme ISA 620.6 (a))²⁰, les membres de l'équipe auxquels des prestations ont été sous-traitées²¹, d'autres collaborateurs éventuels.

* * *

Sous le chapitre 3.4.2 « Détail des autres missions révisorales exercées en vertu de la loi », le BAOB souhaite également recevoir les informations demandées **à la question 3441**.

3441			
Avez-vous facturé d'autres types de missions révisorales exercées en vertu de la loi que celles visées à la question 3410 ?	010	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.
Nombre de rapports révisoraux émis pour la (les) mission(s)	060	Nombre entier	Ce champ est obligatoire si la réponse est "Oui" dans la colonne 010.
Facturation totale au 31/12 relative à la (aux) mission(s)	070	Montant	Ce champ est obligatoire si la réponse est "Oui" dans la colonne 010.
Nombre total d'heures consacrées à la (aux) mission(s)	080	Nombre	Ce champ est obligatoire si la réponse est "Oui" dans la colonne 010.

¹⁸ Si le nombre exact d'heures n'est pas disponible, une estimation raisonnable suffit.

¹⁹ Si le nombre exact d'heures n'est pas disponible, une estimation raisonnable suffit.

²⁰ Si le nombre exact d'heures n'est pas disponible, une estimation raisonnable suffit.

²¹ Il s'agit, par exemple, d'un *service delivery center* (à l'étranger ou non) auquel des travaux (standardisés) sont externalisés.

Sont visées sous la question **3441**, les missions révisorales autres que celles visées à la question **3410**, colonne **050**²².

Concernant les questions visées sous les colonnes **060**, **070** et **080**, le déclarant doit se référer aux explications données pour ces mêmes colonnes sous la question **3410**.

* * *

Sous le chapitre 3.4.2 « Détail des autres missions révisorales exercées en vertu de la loi », figurent également les totaux suivants.

Total de toutes les autres missions révisorales exercées en vertu de la loi (total col 060)	3420	Somme 3410 + 3441 col 060
Facturation totale au 31/12 relative aux missions (Total col 070)	3430	Somme 3410 + 3441 col 070

Les totaux susvisés sont calculés par l'application FiMiS au moment de la validation.

Le total des honoraires calculé à la question **3430** doit correspondre au montant renseigné sous la question **3010**, colonne **010**.

²² Apport en nature ; Quasi-apport ; Transformation de la forme juridique ; Fusion ou scission ; Dissolution ou liquidation ; Distribution d'un acompte sur dividendes ; Modification des droits attachés à des classes d'actions ou parts bénéficiaires ; Apports supplémentaires et émission de nouvelles actions, d'obligations convertibles et de droits de souscription ; Emission d'actions en dessous ou au-dessus du pair comptable, ou au pair comptable des actions existantes de la même catégorie ; Emission d'obligations convertibles ou de droits de souscription ; Limitation ou suppression du droit de préférence ; Test d'actif net ; Test de liquidité.

3.5 Détail des missions d'assurance de l'information en matière de durabilité

Le BAOB souhaite obtenir le détail des missions d'assurance de l'information en matière de durabilité au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations, que la mission soit encore active ou non au moment de l'introduction des données.

Ce chapitre contient deux tableaux distincts :

Tableau 1 : Clients inscrits à la Banque-Carrefour des Entreprises

Tableau 2 : Clients non-inscrits à la Banque-Carrefour des Entreprises

Tableau 1 : Clients inscrits à la Banque-Carrefour des entreprises			3500
Numéro d'entreprise	010	VALLIST	
Nom du client	020	-	
Tableau 2 : Clients non-inscrits à la Banque-Carrefour des entreprises			3510
Nom du client	020	Texte	

Tableaux 1 et 2 : Clients (non-)inscrits à la Banque-Carrefour des entreprises			3500 3510
Est-ce que la mission d'assurance est active au 31/12 ?	040	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.
Nombre d'exercices consécutifs contrôlés par le déclarant depuis sa première nomination pour la mission d'assurance	041	Nombre entier	Ce champ est obligatoire.
Numéro d'inscription du représentant permanent (Numéro A)	101	VALLIST	Ce champ est obligatoire.
Nom du représentant permanent	100	-	
Numéro d'inscription du second représentant permanent (Numéro A)	111	VALLIST	
Nom du second représentant permanent	110	-	
Numéro d'inscription de l'autre membre du collège de commissaires/réviseurs (Numéro A)	121	VALLIST	
Nom de l'autre membre du collège de commissaires/réviseurs	120	-	
Honoraires relatifs à la mission d'assurance approuvés par l'assemblée générale	130	Montant	Ce champ est obligatoire.
Facturation totale au 31/12 relative à la mission d'assurance	140	Montant	Ce champ est obligatoire.
Date de clôture de l'exercice social du client	179	Date (yyyy-mm-dd)	Ce champ est obligatoire.
Quel type de conclusion est exprimée dans le rapport d'assurance ?	220	VALLIST	Ce champ est obligatoire.
Y a-t-il un paragraphe d'observation dans le rapport d'assurance ?	221	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.

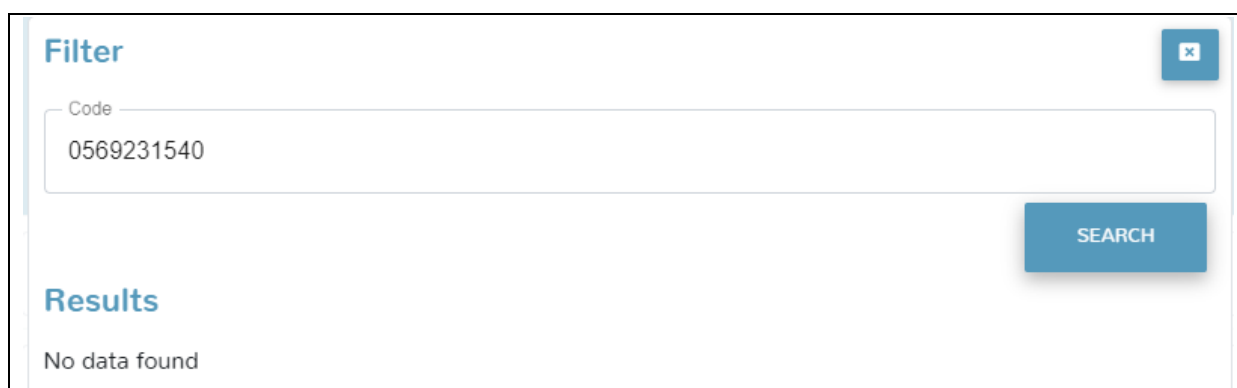
Y a-t-il un paragraphe relatif à d'autres points dans le rapport d'assurance ?	222	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.
Nombre total d'heures consacrées à la mission d'assurance	230	Nombre	Ce champ est obligatoire.
Est-ce que le déclarant est aussi le commissaire du client ?	250	Oui/Non	Ce champ est obligatoire.

Numéro d'entreprise et Nom du client

Le **tableau 1** contient des données dont la base est corroborée avec les données de la Banque-Carrefour des Entreprises au moment où l'AAC est complétée par le déclarant, à savoir le numéro d'entreprise et le nom du client (question **3500**, colonnes **010** et **020**).

Si le déclarant exerce une mission d'assurance de l'information en matière de durabilité d'une **entité qui est inscrite auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises**, il doit indiquer, via l'écran pop-up de recherche, le numéro d'entreprise composé de 10 positions numériques et commençant par 0 ou 1. Le nom du client est alors automatiquement encodé sur base du numéro d'entreprise du client.

Ecran de recherche Numéro d'entreprise



Si le déclarant exerce une mission d'assurance de l'information en matière de durabilité d'une **entité qui n'est pas inscrite auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises en Belgique**, ce client ne peut pas être introduit dans le tableau 1. Il appartient alors au déclarant de l'ajouter dans le **tableau 2** (question **3510**, colonne **020**). Une telle situation ne devrait toutefois se présenter que de manière exceptionnelle.

Est-ce que la mission d'assurance est active au 31/12 ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **040**, si la mission d'assurance est exercée par le déclarant à la date du 31 décembre de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations.

Nombre d'exercices consécutifs contrôlés par le déclarant depuis sa première nomination pour la mission d'assurance

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **041**, le nombre d'exercices sociaux consécutifs durant lesquels il est chargé de l'assurance de l'information en matière de durabilité de la société depuis sa première nomination (article 3:75, § 1, 1° du CSA).

Cette question vise le déclarant (cabinet de révision ou réviseur d'entreprises personne physique) et non un éventuel représentant permanent du cabinet de révision.

Si l'information en matière de durabilité relative à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179** n'a pas encore été contrôlée par le déclarant (c'est-à-dire que le déclarant n'a pas encore émis de rapport d'assurance sur cette information), il doit indiquer le chiffre 0 dans la colonne **041**. Si l'information en matière de durabilité a été contrôlée pour la première fois au cours de l'année N, le déclarant doit renseigner le chiffre 1 dans la colonne **041** et ainsi de suite.

Le nombre d'exercices consécutifs renseigné dans la colonne **041** doit en principe correspondre au nombre d'exercices consécutifs mentionné dans le rapport d'assurance, conformément à l'article 3:75/4, § 1, 1° du CSA.

Nom et numéro d'inscription du représentant permanent (Numéro A)

Le déclarant doit indiquer dans les colonnes **100** et **101**, via l'écran pop-up de recherche, le nom et le numéro d'inscription du réviseur d'entreprises personne physique qui signe le rapport d'assurance au nom du déclarant.

Si le représentant permanent qui exerce la mission d'assurance de l'information en matière de durabilité a changé au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations, il y a lieu de mentionner le dernier représentant permanent qui a signé un rapport d'assurance au cours de l'année civile concernée.

Le déclarant ne peut renseigner que l'un des réviseurs d'entreprises personne physique figurant sous le chapitre 2.2 « Liste des réviseurs d'entreprises personnes physiques liés au déclarant » (questions **2200** et **2210**).

Nom et numéro d'inscription du second représentant permanent (Numéro A)

Si deux représentants permanents ont été désignés pour effectuer la mission d'assurance de l'information en matière de durabilité, le déclarant doit indiquer dans les colonnes **110** et **111**, via l'écran pop-up de recherche, le nom et le numéro d'inscription du second réviseur d'entreprises personne physique qui cosigne le rapport d'assurance au nom du déclarant.

Le déclarant ne peut renseigner que l'un des réviseurs d'entreprises personne physique figurant sous le chapitre 2.2 « Liste des réviseurs d'entreprises personnes physiques liés au déclarant » (questions **2200** et **2210**).

Nom et numéro d'inscription de l'autre membre du collège de commissaires/réviseurs (numéro A)

Si un collège de commissaires ou de réviseurs d'entreprises a été désigné pour effectuer la mission d'assurance de l'information en matière de durabilité, le déclarant doit indiquer dans les colonnes **120** et **121**, via l'écran pop-up de recherche, le nom et le numéro d'inscription de l'autre membre du collège de commissaires/réviseurs.

Le déclarant ne peut renseigner qu'un réviseur d'entreprises personne physique inscrit au registre public.

Honoraires relatifs à la mission d'assurance approuvés par l'assemblée générale

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **130**, le montant annuel des honoraires relatifs à la mission d'assurance de l'information en matière de durabilité, tel qu'il a été approuvé par l'assemblée générale ou, à défaut, tel qu'il a été fixé dans la lettre de mission. Il n'est pas obligatoire de renseigner le montant indexé, même si le principe de l'indexation a été approuvé par l'assemblée générale.

Le montant doit être renseigné en euros.

Si un collège de commissaires a été désigné pour effectuer la mission d'assurance, seule la partie des honoraires attribuée au déclarant doit être renseignée. Il faut donc faire abstraction des honoraires attribués aux réviseurs d'entreprises avec lesquels la mission est exercée en collège.

Facturation totale au 31/12 relative à la mission d'assurance

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **140**, le montant total pour la mission d'assurance de l'information en matière de durabilité facturé au client au cours de l'année civile jusqu'au 31 décembre inclus, indépendamment de l'exercice social du client auquel se rapporte la facturation (qu'il s'agisse d'une avance ou d'un solde). Si aucun montant n'a été facturé au client au cours de l'année civile faisant l'objet de la collecte d'informations, le montant peut être égal à zéro.

Le montant doit être renseigné en euros.

Le montant renseigné dans la colonne **140** ne doit pas nécessairement correspondre au montant mentionné dans la colonne **130** relative aux honoraires approuvés par l'assemblée générale ou fixés dans la lettre de mission.

Date de clôture de l'exercice social du client

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **179**, la date de clôture de l'exercice social du client en respectant le format suivant : yyyy-mm-dd.

Quel type de conclusion est exprimée dans le rapport d'assurance ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **220**, le type de conclusion qui a été exprimée dans le rapport d'assurance. Il doit choisir l'une des valeurs suivantes :

Valeurs	CODE_VALLIST
Conclusion sans réserve	CleanCcl
Conclusion avec réserve	ResrvCcl
Conclusion négative	NegCcl
Impossibilité d'exprimer une conclusion	AbstCcl
Rapport d'assurance de carence	LackCcl
Nihil	NhlCcl

Si le déclarant n'a pas encore émis de conclusion sur l'information en matière de durabilité relative à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**, il doit sélectionner – selon le cas – la valeur « Rapport d'assurance de carence » ou « Nihil » dans la colonne **220**.

Si plusieurs conclusions ont été émises au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations, il y a lieu de mentionner celle qui a été émise en dernier lieu au cours de l'année civile concernée.

Y a-t-il un paragraphe d'observation dans le rapport d'assurance ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **221**, si un paragraphe d'observation tel que visé par la norme ISAE 3000 (révisée) §73 (a), est repris dans le rapport d'assurance.

En l'absence de rapport d'assurance, le déclarant répond négativement à la question.

Y a-t-il un paragraphe relatif à d'autres points dans le rapport d'assurance ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **222**, si un paragraphe relatif à d'autres points tel que visé par la norme ISAE 3000 (révisée) §73 (b), est repris dans le rapport d'assurance.

En l'absence de rapport d'assurance, le déclarant répond négativement à la question.

Nombre total d'heures consacrées à la mission d'assurance

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **230**, le nombre total d'heures consacrées à la mission d'assurance de l'information en matière de durabilité.

Il s'agit des heures prestées pour l'assurance de l'information en matière de durabilité relative à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**, que ces heures aient été prestées au cours de l'année civile faisant l'objet de la collecte d'informations ou au cours de l'année civile précédente.

Est-ce que le déclarant est aussi le commissaire du client ?

Le déclarant doit indiquer dans la colonne **250**, s'il est aussi le commissaire chargé du contrôle légal ou contractuel des comptes annuels relatifs à l'exercice social du client indiqué dans la colonne **179**.

* * *

Sous le chapitre 3.5 « Assurance de l'information en matière de durabilité », figurent également les totaux suivants.

Totaux		3530
Nombre missions d'assurance (tableau 1 col 010 + tableau 2 col 020)	010	Somme
Nombre de missions d'assurance actives au 31/12	040	Somme
Total des honoraires approuvés par l'assemblée générale	130	Somme
Facturation totale au 31/12 relative aux missions d'assurance	140	Somme

Les totaux susvisés sont calculés par l'application FiMiS au moment de la validation.

Le total des honoraires repris sous la question **3530**, colonne **140** doit correspondre au montant renseigné sous la question **3005**, colonne **010**.

4. Procédures judiciaires, disciplinaires et/ou administratives en cours

Il est possible pour le déclarant n'ayant pas d'information à communiquer de cocher l'option « Nihil » disponible en haut de la section. En cochant l'option « Nihil », le déclarant confirme qu'il n'a rien à déclarer pour l'ensemble de la section.

Procédures judiciaires, disciplinaires et/ou administratives en cours			4000
Juridiction 010	Partie défenderesse 020	Partie adverse 030	Date de la communication au Collège de supervision 040
Texte	Texte	Texte	Calendrier

Le cas échéant, le déclarant doit indiquer les procédures dans lesquelles il est cité ainsi que les procédures dans lesquelles il a pris lui-même l'initiative et se trouve confronté à une demande reconventionnelle pendant suite à un simple dépôt de conclusions par la partie adverse.

Si une procédure en cours a débuté avant le 31 décembre 2016, la date de la communication qui a été faite à l'IRE sera introduite dans la colonne **040**.

Conformément à l'article 53, § 4 de la loi du 7 décembre 2016, tout réviseur d'entreprises qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire, judiciaire ou administrative portant sur l'exercice de sa profession, doit en informer le BAOB dans le mois de l'introduction de la procédure. Dans le cas d'une procédure pénale, le réviseur d'entreprises doit en informer le BAOB dès l'instant où il est mis en accusation.

Le réviseur d'entreprises doit également communiquer au BAOB les sanctions disciplinaires, administratives ou pénales prises à son égard par une autorité ou une organisation professionnelle exerçant en Belgique, dans un Etat membre ou dans un pays tiers, quant à ses activités professionnelles, des fonctions similaires à celles de l'Etat belge ou du BAOB. Cette communication doit avoir lieu au plus tard un mois après que les sanctions précitées soient devenues définitives.

Les données introduites annuellement dans la section 4 de l'AAC n'exemptent pas les réviseurs d'entreprises du respect de ces obligations.

5. Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Les articles 85, § 1, 6° et 87 de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces (ci-après "la loi AML") prévoient que le BAOB collecte des informations afin de disposer des données pertinentes relatives aux réviseurs d'entreprises qui sont nécessaires pour établir leur profil de risque. Le profil de risque des réviseurs d'entreprises permet au BAOB d'effectuer le contrôle du respect de la loi AML d'une manière fondée sur les risques ("risk based").

Il est possible pour le déclarant n'ayant pas d'information à communiquer de cocher l'option « Nihil » disponible en haut de la section. En cochant l'option « Nihil », le déclarant confirme qu'il n'a rien à déclarer pour l'ensemble de la section.

En ce qui concerne la section 5, l'option « Nihil » ne pourra être utile que pour les réviseurs d'entreprises personnes physiques et les cabinets de révision n'ayant eu aucune activité professionnelle en nom propre et pour leur propre compte, au cours de l'année civile faisant l'objet de l'exercice de collecte d'informations.

Exercez-vous des missions révisorales pour des clients, mandataires ou bénéficiaires effectifs domiciliés à l'étranger ? <i>« i » Les missions révisorales incluent les missions de contrôle légal et contractuel des comptes, les autres missions révisorales exercées en vertu de la loi et les autres missions révisorales relatives à l'information financière.</i>	5010	Oui/Non	Ce champ est obligatoire. Si vous répondez non ici, vous ne pouvez pas répondre aux trois questions suivantes.
Si oui, veuillez préciser le nombre de clients:			
- au sein de l'UE (en dehors de la Belgique) <i>« i » L'UE doit être interprétée littéralement et ne doit pas être étendue à l'EEE.</i>	5011	Nombre entier	Ce champ est obligatoire si vous avez répondu oui à la question 5010. Dans ce cas, vous devez répondre au moins "1" à l'une des questions 5011, 5012 ou 5013.
- en dehors de l'UE (y compris les pays à haut risque)	5012	Nombre entier	Ce champ est obligatoire si vous avez répondu oui à la question 5010. Dans ce cas, vous devez répondre au moins "1" à l'une des questions 5011, 5012 ou 5013.
- dans un pays à haut risque	5013	Nombre entier	Ce champ est obligatoire si vous avez répondu oui à la question 5010. Dans ce cas,

« i » Il s'agit des pays répertoriés comme tels sur le site du SPF Finances via le lien suivant: https://finances.belgium.be/fr/pays-hauts-risques			vous devez répondre au moins "1" à l'une des questions 5011, 5012 ou 5013.
Combien de missions révisorales exercez-vous pour des clients nationaux ou étrangers actifs dans les secteurs mentionnés ci-dessous : « i » Les missions révisorales incluent les missions de contrôle légal et contractuel des comptes, les autres missions révisorales exercées en vertu de la loi et les autres missions révisorales relatives à l'information financière.			
- secteur du luxe : les bijoutiers, les commerçants en métaux précieux, les commerçants en antiquités et œuvres d'art?	5020	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
- secteur des véhicules d'occasion?	5021	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
- secteur HORECA : restaurants, cafés ?	5022	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
- secteur des loisirs : jeux de hasard proposés par les casinos, les salles de jeux, les sociétés de paris et la Loterie Nationale (y compris lorsque les jeux de hasard sont proposés en ligne) ?	5023	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
- secteur de la distribution au détail : night et phone-shops, le tabac et les entrepôts fiscaux ?	5024	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
- secteur immobilier : les entreprises de construction et les agences immobilières ?	5025	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
- secteur du football?	5026	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
- secteur des crypto-actifs au sens large : négociation ou facilitation de la négociation, de l'émission, de l'échange, de la conservation et de tout autre service lié aux crypto-actifs?	5027	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.

- secteur de l'armement?	5028	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
- secteur des transports internationaux?	5029	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
Avez-vous des clients qui sont des associations sans but lucratif, des fondations, des trusts ou des organisations similaires qui transfèrent des fonds en dehors de l'UE ? <i>« i » Toutes les formes de transferts de fonds sont incluses (transferts, espèces, etc.). Ils comprennent à la fois les transferts de fonds sortants et entrants, ainsi que les transferts de fonds qui ont lieu en dehors de l'UE, tant pour l'expéditeur que pour le destinataire. L'UE doit être interprétée littéralement et ne doit pas être étendue à l'EEE.</i>	5030	Oui/Non	Ce champ est obligatoire. Si vous répondez non ici, vous ne pouvez pas répondre aux deux questions suivantes.
Si oui, veuillez préciser le nombre selon la zone géographique concernée :			
- en dehors de l'UE (y compris les pays à haut risque) <i>« i » L'UE doit être interprétée littéralement et ne doit pas être étendue à l'EEE.</i>	5031	Nombre entier	Ce champ est obligatoire si vous avez répondu oui à la question 5030.
- dans des pays à haut risque <i>« i » Il s'agit des pays répertoriés comme tels sur le site du SPF Finances via le lien suivant: https://finances.belgium.be/fr/pays-hauts-risques</i>	5032	Nombre entier	Ce champ est obligatoire si vous avez répondu oui à la question 5030.
Avez-vous identifié certains clients et/ou mandataires à distance (c'est-à-dire sans contact <i>face-to-face</i>) au cours de l'année civile écoulée ?	5040	Oui/Non	Ce champ est obligatoire
Avez-vous identifié des PPE parmi vos clients et leurs mandataires et bénéficiaires effectifs au cours de l'année civile écoulée ?	5050	Oui/Non	Ce champ est obligatoire
Si oui, veuillez préciser le nombre :			
- en Belgique	5051	Nombre entier	Ce champ est obligatoire si vous avez répondu oui à la question 5050.
- au sein de l'UE (en dehors de la Belgique)	5052	Nombre entier	Ce champ est obligatoire si vous avez répondu oui à la question 5050.

« i » L'UE doit être interprétée littéralement et ne doit pas être étendue à l'EEE.			
- en dehors de l'UE (y compris les pays à haut risque)	5053	Nombre entier	Ce champ est obligatoire si vous avez répondu oui à la question 5050.
- dans des pays à haut risque « i » Il s'agit des pays répertoriés comme tels sur le site du SPF Finances via le lien suivant: https://finances.belgium.be/fr/pays-hauts-risques	5054	Nombre entier	Ce champ est obligatoire si vous avez répondu oui à la question 5050.
Avez-vous effectué des missions dans le cadre d'un apport en nature et/ou d'un quasi-apport au cours de l'année civile écoulée ?	5060	Oui/Non	Ce champ est obligatoire. Si vous répondez non ici, vous ne pouvez pas répondre aux trois questions suivantes.
Si oui, veuillez indiquer le nombre de missions que vous avez effectuées au cours de l'année civile écoulée.	5061	Nombre entier	Ce champ est obligatoire si vous avez répondu oui à la question 5060. Le montant doit au moins être égal à 1.
Si oui, veuillez indiquer le montant des honoraires afférents à ces missions que vous avez facturé au cours de l'année civile écoulée.	5062	Montant	Ce champ est obligatoire si vous avez répondu oui à la question 5060. Le montant doit au moins être égal à 1.
Si oui, veuillez indiquer le pourcentage de votre chiffre d'affaires que ces honoraires représentaient au cours de l'année civile écoulée.	5063	Pourcentage	Ce champ est obligatoire si vous avez répondu oui à la question 5060. Le montant doit au moins être égal à 1.
Combien de clients avez-vous refusé au cours de l'année civile écoulée, indépendamment de la raison ?	5070	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
Combien de clients avez-vous refusé au cours de l'année civile écoulée pour des raisons partiellement ou exclusivement liées à l'AML ?	5071	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre ne peut pas être supérieur à celui indiqué pour la question 5070.
Combien de clients avez-vous refusé au cours de l'année civile écoulée pour des raisons exclusivement liées à l'AML ?	5072	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre ne peut pas être supérieur à celui indiqué pour la question 5071.
Combien de cas d'embargos financiers et de gel des avoirs avez-vous détecté au cours de l'année civile écoulée ?	5080	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
Pour quel montant ?	5081	Bedrag	Ce champ est obligatoire si vous avez indiqué un montant supérieur à zéro à la question 5080. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.

Combien de rapports avez-vous établi au cours de l'année civile écoulée concernant des opérations atypiques détectées (avec ou sans déclaration à la CTIF) ?	5090	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
Combien de déclarations de soupçons avez-vous adressé à la CTIF au cours de l'année civile écoulée ?	5100	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
Combien de filiales avez-vous :			
- en Belgique?	5111	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
- au sein de l'UE (en dehors de la Belgique)? <i>« i » L'UE doit être interprétée littéralement et ne doit pas être étendue à l'EEE.</i>	5112	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
- en dehors de l'UE (y compris les pays à haut risque)?	5113	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
- dans des pays à haut risque? <i>« i » Il s'agit des pays répertoriés comme tels sur le site du SPF Finances via le lien suivant: https://finances.belgium.be/fr/pays-hauts-risques</i>	5114	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
Combien de succursales avez-vous :			
- en Belgique?	5121	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
- au sein de l'UE (en dehors de la Belgique)? <i>« i » L'UE doit être interprétée littéralement et ne doit pas être étendue à l'EEE.</i>	5122	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
- en dehors de l'UE (y compris les pays à haut risque)?	5123	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.
- dans des pays à haut risque? <i>« i » Il s'agit des pays répertoriés comme tels sur le site du SPF Finances via le lien suivant: https://finances.belgium.be/fr/pays-hauts-risques</i>	5124	Nombre entier	Ce champ est obligatoire. Le nombre doit être supérieur ou égal à zéro.

Lexique

Terme	Définition	Base légale
Réviseur d'entreprises personne physique	Une personne physique inscrite au registre public des réviseurs d'entreprises	Art. 3, 1° de la loi du 7 décembre 2016
Cabinet de révision	Une personne morale ou une autre entité, quelle que soit sa forme juridique, autre qu'une personne physique, inscrite au registre public des réviseurs d'entreprises	Art. 3, 2° de la loi du 7 décembre 2016
Réviseur d'entreprises	Un réviseur d'entreprises personne physique ou un cabinet de révision	Art. 3, 3° de la loi du 7 décembre 2016
Mission révisoriale	Toute mission, y inclus la mission de contrôle légal des comptes, qui a pour objet de donner une opinion d'expert sur le caractère fidèle et sincère des comptes annuels, d'un état financier intermédiaire, d'une évaluation ou d'une autre information économique et financière fournie par une entité ou une institution; est également incluse dans cette notion, l'analyse et l'explication des informations économiques et financières à l'attention des membres du conseil d'entreprise	Art. 3, 10° de la loi du 7 décembre 2016
Associé	Réviseur d'entreprises personne physique qui exerce son activité professionnelle au sein d'un cabinet de révision	Art. 3, 25° de la loi du 7 décembre 2016
Représentant permanent	Réviseur d'entreprises personne physique désigné par un cabinet de révision comme principal responsable de la mission et qui signe le rapport d'audit ou le rapport d'assurance de l'information en matière de durabilité	Art. 3, 26° de la loi du 7 décembre 2016
Registre public	Registre dans lequel sont inscrits les personnes ou les entités ayant reçu la qualité de réviseur d'entreprises	Art. 10 de la loi du 7 décembre 2016
Collège/BAOB (CTR-CSR)	Collège de supervision des réviseurs d'entreprises	Art. 32 de la loi du 7 décembre 2016
IRE	Institut des Réviseurs d'Entreprises	Art. 64 de la loi du 7 décembre 2016
CSA	Code des sociétés et des associations	Introduit par l'art. 2 de la loi du 23 mars

Terme	Définition	Base légale
		2019 (M.B., 4 avril 2019)
Entités d'intérêt public (PIE ou <i>public interest entities</i>)	<p>1° les sociétés cotées dont les actions, les parts bénéficiaires ou les certificats se rapportant à ces actions sont admis aux négociations sur un marché réglementé visé à l'article 3, 7°, de la loi du 21 novembre 2017 relative aux infrastructures des marchés d'instruments financiers et portant transposition de la directive 2014/65/UE ;</p> <p>2° les sociétés dont les valeurs mobilières visées à l'article 2, 31°, b) et c), de la loi du 2 août 2002 sur la surveillance du secteur financier et les services financiers, sont admis aux négociations sur un marché réglementé visé à l'article 3, 7°, de la loi du 21 novembre 2017 relative aux infrastructures des marchés d'instruments financiers et portant transposition de la directive 2014/65/UE ;</p> <p>3° les établissements de crédit visés au livre II de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ;</p> <p>4° les entreprises d'assurance ou de réassurance visées au livre II de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance ;</p> <p>5° les dépositaires centraux de titres visés à l'article 36/1, 25° de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique et les organismes de support visés à l'article 36/26/1, §§ 4 et 5, de la même loi</p>	Art. 1:12 du Code des sociétés et des associations
Contrôle légal des comptes	<p>Un contrôle des comptes annuels ou des comptes consolidés, dans la mesure où ce contrôle est:</p> <p>1° requis par le droit de l'Union européenne;</p> <p>2° requis par le droit belge en ce qui concerne les petites sociétés;</p> <p>3° volontairement effectué à la demande de petites sociétés, lorsque cette mission est assortie de la publication du rapport visé à l'article 3:74 ou 3:80 du Code des sociétés et des associations</p>	Art. 3:55, alinéa 1 du Code des sociétés et des associations

Terme	Définition	Base légale
Assurance de l'information en matière de durabilité	<p>L'exécution de procédures aboutissant à l'opinion émise par le commissaire ou le réviseur d'entreprises en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la conformité de l'information en matière de durabilité contenue dans le rapport de gestion de la société avec les exigences visées à l'article 3:6/3, y compris les normes européennes applicables pour l'information en matière de durabilité ; b) la conformité avec le processus mis en œuvre par la société pour déterminer l'information en matière de durabilité publiée conformément aux normes européennes ; c) le respect de l'exigence de balisage de l'information en matière de durabilité conformément à l'article 3:6/8, alinéa 2 ; et d) le respect des exigences de publication prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852. 	Art. 3:55, alinéa 2 du Code des sociétés et des associations
Réseau	<p>La structure plus vaste :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° destinée à un but de coopération, à laquelle appartient un réviseur d'entreprises ou un cabinet d'audit enregistré, et 2° dont le but manifeste est le partage de résultats ou de coûts ou qui partage un actionnariat, un contrôle ou une direction communs, des politiques et des procédures communes en matière de contrôle de qualité, une stratégie commerciale commune, l'utilisation d'une même marque ou d'une partie importante des ressources professionnelles 	Art. 3:56 du Code des sociétés et des associations